

Déclaration de la LCI pour l'« Euromarche » du 14 juin à Amsterdam

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 267-1025

Pour une Europe ouvrière! Pour la révolution socialiste!

Les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest redoublent leur offensive d'austérité contre les travailleurs, et intensifient la terreur raciste contre les immigrés et les minorités. En tant qu'internationalistes prolétariens, nous, Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), nous opposons à l'Union européenne, un bloc économique impérialiste qui est un instrument de coopération capitaliste contre les travailleurs d'Europe. La classe ouvrière doit s'opposer à la mise en place du traité d'« union monétaire » de Maastricht, signé en 1992. Ce traité est un pacte entre les maîtres capitalistes de l'Europe pour conquérir des marchés face à la concurrence des autres puissances mondiales, ce qui signifie une intensification des attaques contre la classe ouvrière et les minorités raciales.

L'offensive réactionnaire actuelle, symbolisée par Maastricht, est une conséquence directe de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est. La Révolution bolchévique de 1917 a été l'événement phare du XX^e siècle, la première et unique révolution prolétarienne victorieuse. Mais la pression de l'encerclement impérialiste sur un pays économiquement arriéré, les ravages subis par la classe ouvrière russe pendant la guerre civile, les échecs et les défaites des révolutions prolétariennes dans les autres pays - dans une large mesure du fait des trahisons des social-démocraties d'Europe de l'Ouest - ont préparé le terrain pour une contre-révolution politique en 1923-24. Le Thermidor soviétique a conduit à plusieurs décennies de règne désastreux d'une caste bureaucratique nationaliste et parasitaire, avec à sa tête Staline et ses successeurs. Le résultat final des trahisons staliniennes perpétrées au nom de la conception mensongère de la construction du « socialisme dans un seul pays », où la révolution ouvrière internationale était subordonnée à la conciliation de l'impérialisme, a été la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-92. Nous, trotskystes, qui avons défendu de façon conséquente les acquis d'Octobre contre l'impérialisme et la contre-révolution, et qui avons lutté pour la révolution politique prolétarienne pour balayer les usurpateurs staliniens, luttons aujourd'hui pour de nouvelles révolutions d'Octobre, la seule réponse à l'intensification de la réaction capitaliste.

La destruction de l'Union soviétique a conduit à des conflits interimpérialistes



Des chômeurs en Grande-Bretagne. Les gouvernements de Lionel Jospin et Tony Blair appliquent l'austérité capitaliste. Alors que les organisateurs de l'« Euromarche » sont à la traîne des sociaux-démocrates, nous combattons pour des partis ouvriers révolutionnaires pour balayer le capitalisme raciste.

exacerbés pour un nouveau partage des sphères d'exploitation et des marchés mondiaux, qui au bout du compte font planer la menace d'une troisième guerre mondiale. Le système mondial de « libre échange » - le ciment économique qui

développement des forces productives, engendrant une lutte pour un nouveau partage du monde. Les différents « marchés communs » ne permettent aucunement de surmonter cela, mais intensifient au contraire les rivalités interimpérialistes.

magne, 85 000 mineurs ont débrayé en mars dernier dans les régions minières de la Ruhr et de la Sarre, contre les fermetures de puits et les licenciements. A chaque fois, les partis réformistes de masse ont trahi ces luttes, en cherchant partout où c'était possible à les dévoyer dans l'impasse du parlementarisme. Ceci montre que forger une direction révolutionnaire de la classe ouvrière est une tâche urgente. La LCI se bat pour construire des partis bolchéviques, pour diriger le prolétariat dans la lutte contre le système capitaliste tout entier, et vers la conquête du pouvoir d'Etat par le prolétariat.

Un certain nombre d'organisations, et notamment le Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyste de feu Ernest Mandel, tentent d'exploiter l'opposition croissante et massive aux politiques d'austérité économique associées à Maastricht, et organisent le 14 juin à Amsterdam une « Euromarche 97 »; cette marche coïncide avec une conférence de l'Union européenne destinée à négocier les termes du traité de Maastricht « deuxième version ». Cette marche a comme plateforme de revendications l'emploi, la défense de la protection sociale et la lutte contre l'« exclusion » sociale. Il n'y a aucun appel à combattre le racisme ou le fascisme, et les revendications avancées sont toutes formulées dans un cadre qui accepte le système capitaliste.

L'intention des organisateurs de cette marche, qui ont soutenu l'élection du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PCF) en France, est simplement de faire pression sur les dirigeants réformistes traîtres. Pour la pseudo-gauche, la prostration devant des forces de classe plus importantes et étrangères au prolétariat n'est pas une nouveauté. Pendant

Suite page 10

A bas Maastricht !

Non aux hommes de paille sociaux-démocrates de l'austérité capitaliste !

maintenant l'alliance antisoviétique dominée par les Etats-Unis - s'écroule avec la formation de blocs commerciaux rivaux par les principales puissances capitalistes: une Union européenne dirigée par l'Allemagne, avec l'Europe de l'Est comme arrière-pays; une « sphère de co-prospérité extrême-orientale » dirigée par le Japon, avec l'Asie du Sud-Est comme réservoir de main-d'œuvre bon marché; et un « Accord de libre-échange nord-américain » dominé par les Etats-Unis, pour le plus grand bénéfice de la bourgeoisie américaine, de ses partenaires subordonnés canadiens et de ses laquais dans la classe dirigeante mexicaine. Comme nous l'écrivions dans une déclaration commune de la Spartacist League/US, du Grupo Espartaquista de México et de la Trotskyist League of Canada, sous le titre « Halte au viol « libre-échangiste » du Mexique par les Etats-Unis » (*Workers Vanguard* n° 530, 5 juillet 1991): « A l'époque de la Première Guerre mondiale déjà, Lénine notait que les limites étroites de l'Etat-nation capitaliste étaient devenues une entrave au

Nous, trotskystes, communistes, luttons pour l'intégration du monde sur une base socialiste. »

Pour être compétitives au niveau international, les bourgeoisies doivent augmenter brutalement le taux d'exploitation et abaisser leurs coûts salariaux. Les programmes sociaux qui sont actuellement attaqués en Europe de l'Ouest avaient été concédés dans la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale, pour échapper à ce que les capitalistes voyaient comme la « menace communiste ». Depuis la destruction de l'Union soviétique, les bourgeoisies impérialistes ont entrepris de démanteler l'« Etat-providence ».

Ces plans d'austérité ont provoqué des luttes ouvrières défensives, notamment en Italie, en France, en Espagne et en Allemagne, souvent à une échelle jamais vue depuis des dizaines d'années. En Belgique, en Espagne et en France, les travailleurs de Renault ont organisé des manifestations et des occupations d'usines coordonnées au niveau international contre des fermetures d'usines qui menacent des milliers d'emplois. En Alle-



AP



Martin Argles

M 2651 - 145 - 5,00 F - RD



Levée des inculpations mensongères contre l'ex-Black Panther !

Geronimo libre après 27 ans dans l'enfer des prisons

Nous publions ci-dessous la traduction d'un communiqué de presse publié le 12 juin par le Partisan Defense Committee (PDC), organisation de défense liée à la Spartacist League/US.

Une foule triomphante et intégrée de près de 400 personnes se pressait autour de Geronimo ji Jaga (Pratt) le 10 juin à sa sortie de la prison du comté d'Orange, une libération sous caution de 25 000 dollars. C'était la première fois que l'ancien dirigeant des Black Panthers goûtait de nouveau à la liberté après 27 années, beaucoup plus que la moitié de sa vie, dans l'enfer des prisons de Californie.

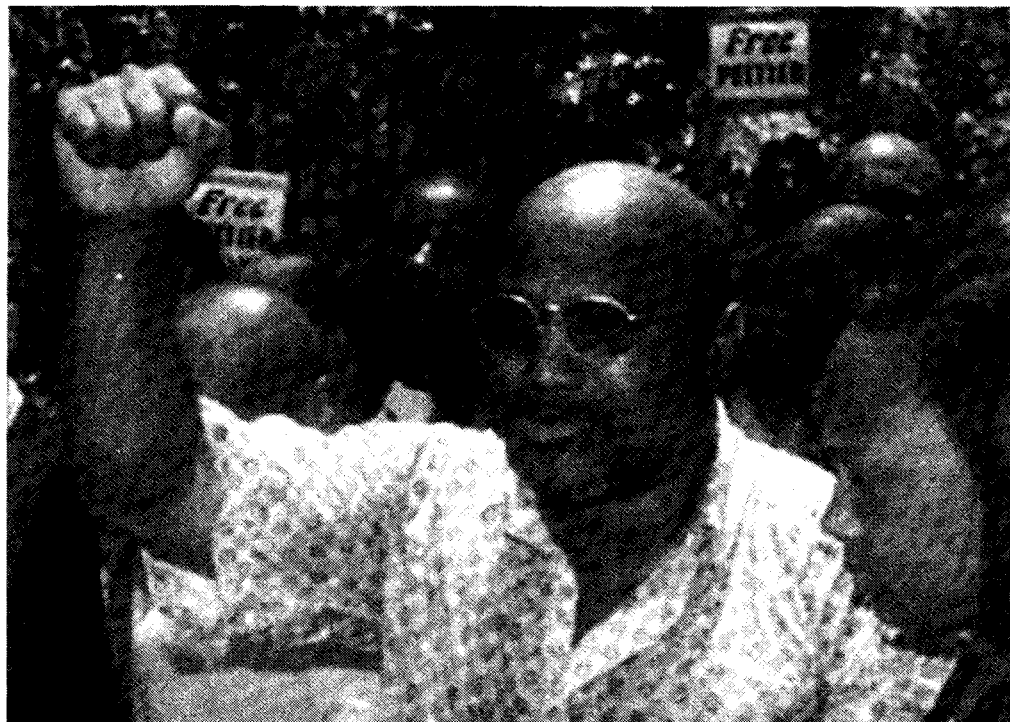
Accompagné de ses principaux avocats, Johnnie Cochran et Stuart Hanlon, Geronimo a pris la parole devant ses supporters et la presse, décrivant la « justice » qui l'a maintenu derrière les barreaux pendant 27 ans comme « raciste, classiste, sexiste et j'en passe [...] et je parle de tout le bataclan, pas juste des tribunaux ». Dénonçant le Counter-Intelligence Program (COINTELPRO – Programme de contre-espionnage) du FBI, qui avait orchestré le coup monté contre lui ainsi que contre un nombre incalculable d'autres militants noirs de sa génération, Geronimo a parlé de la « folie » qu'il venait de laisser derrière lui : « Des prisonniers politiques, il y en a tant et plus, je suis juste un parmi beaucoup d'autres. » Avec un engagement dans le combat pour la liberté des Noirs qui est resté intact, il a rendu hommage aux nombreux autres militants qui restent derrière les barreaux des geôles américaines, dont Ruchell Magee, Hugo Pinell et Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique noir dans le couloir de la mort.

Plusieurs autres anciens Black Panthers étaient là pour saluer Geronimo, ainsi que le dirigeant de l'American Indian Movement (AIM – Mouvement indien américain), Dennis Banks. Plus

Libérez Mumia Abu-Jamal ! Libérez tous les prisonniers de classe !

sieurs personnes brandissaient des pancartes exigeant la libération de Leonard Peltier, dirigeant de l'AIM victime d'un coup monté du COINTELPRO et emprisonné depuis près de 20 ans. Les pancartes du Partisan Defense Committee réclamaient la libération de Mumia Abu-Jamal. Le 4 juin, dans une déclaration saluant Geronimo, Jamal – lui aussi ancien Black Panther qui se bat aujourd'hui pour avoir la vie sauve dans le couloir de la mort en Pennsylvanie – disait de Geronimo : « Son seul "crime", d'après les déclarations des autorités, c'était qu'il est toujours un révolutionnaire ». C'est pour cela qu'ils s'en sont pris à lui, qu'ils ont ourdi ce coup monté et qu'ils l'ont détenu si longtemps. »

La libération de Pratt fait suite à un jugement qui casse la condamnation – coup monté pour un crime que tout le monde sait qu'il n'a pas commis. Après un mois d'audiences qui se sont terminées au début de cette année, et au cours desquelles plus de 28 témoins ont été appelés à la barre, le juge Everett W. Dickey, de la cour supérieure du comté d'Orange, a statué le 29 mai que Geronimo n'avait pas eu un procès équitable en 1972 parce que le procureur avait dissimulé à la défense des éléments cruciaux du dossier. Comme le PDC, qui a activement défendu la cause de Geronimo depuis près de 20 ans, l'expliquait le 1^{er} juin dans une déclaration destinée à mobiliser les syndicats et les organisations noires de Californie pour exiger sa libération immédiate : « L'arrêt du juge Dickey arrive plusieurs mois après la fin des audiences de la cinquième requête d'Habeas



Reuters

procès de 1972, est en fait une couverture pour le coup monté énorme et grossier dont a été victime Geronimo. Comme nous l'avons exposé en détails depuis dix ans, le gouvernement sait que Geronimo n'a pas commis et ne pouvait pas commettre le crime dont il est accusé. »

Le fait est que des preuves sans ambiguïté de l'innocence de Geronimo ont été révélées pendant les deux décennies où les irrégularités et les faux témoignages du gouvernement ont été dévoilés. Déjà en 1985, un ancien agent haut placé du FBI, du nom de Wesley Swearingen, avait révélé l'existence d'enregistrements d'écoutes téléphoniques faites par le FBI qui montraient que Geronimo était à Oakland, à 640 km du lieu du meurtre dont il était accusé, au moment où celui-ci a été commis ! Le FBI avait alors prétendu que ces enregistrements avaient été « perdus ». Une investigation menée de façon indépendante par le pasteur James McCloskey a conduit à l'identification de ceux qui semblent être les vrais assassins. Il est aussi apparu que le seul témoin oculaire, le mari de la personne assassinée, avait identifié un suspect différent deux ans avant que Geronimo ne soit accusé.

Comme le notait Valerie West, une des avocates de Geronimo et une conseillère du PDC : « Le refus de révéler le statut d'informateur de Butler n'est que le haut de l'iceberg de la conspiration criminelle du gouvernement des États-Unis et de ses agences policières contre Geronimo. L'arrêt du juge Dickey permet la fausse conclusion que ceux qui avaient la responsabilité du procès ignoraient le statut d'informateur de Butler et les rétributions dont il a bénéficié pour concocter et attribuer à Geronimo de faux "aveux". Mais Julius Butler avait eu plus de 33 contacts avec le FBI dans les 18 mois qui ont précédé et les 18 mois qui ont suivi l'inculpation de Geronimo en 1970. Pendant cette période, le FBI, le LAPD et les services du procureur de Los Angeles coordonnaient leur surveillance des Panthers et des actions de Butler contre Geronimo. L'arrêt du juge Dickey couvre ceux qui ont contribué activement à jeter Geronimo en prison et protège soigneusement ceux qui ont construit leur carrière sur la vendetta raciste du gouvernement – depuis Edwin Meese, qui dirigeait la guerre contre les Panthers en tant que premier flic de Californie du gouverneur de l'époque, Ronald Reagan, jusqu'à Richard Kalustian, maintenant juge à la cour supérieure du comté de Los Angeles et qui, en tant qu'adjoint du procureur, a prononcé le réquisitoire contre Geronimo et a permis l'admission au barreau californien du mouchard »

Suite page 15

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Diffusion : Henri Riemann

Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris – 20, rue de la Victoire – 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Geronimo est innocent, et le gouvernement le sait

Le PDC salue la lutte héroïque entamée il y a un quart de siècle par Geronimo pour prouver son innocence et dénoncer l'énorme machine à coups montés gouvernementale qui l'a jeté derrière les barreaux. La libération conditionnelle a été refusée à Geronimo 14 fois simplement parce qu'il refusait de renoncer au combat pour prouver son innocence, ce qui aurait signifié reconnaître l'infailibilité de la police et de l'accusation dans ce pays, où un prisonnier doit reconnaître sa culpabilité pour avoir droit à une libération conditionnelle.

Comme le PDC le notait dans sa déclaration du 1^{er} juin pour exiger la libération immédiate de Geronimo : « La décision du tribunal, qui est basée exclusivement sur les irrégularités flagrantes du

Les centristes soutiennent les forces de Kabila au Congo

Workers Power : au cœur de l'ineptie

Quand l'armée rebelle de Laurent Kabila a chassé l'ancien dictateur Mobutu Sese Seko de Kinshasa, la capitale du pays, en mai dernier, elle a mis un nouveau régime réactionnaire et pro-impérialiste au pouvoir au Congo (l'ex-Zaïre). Immédiatement après, Kabila a entrepris de museler tous les opposants politiques, et a interdit les manifestations de rue. De nombreux rapports indiquent que ses troupes, à majorité tutsie, se sont livrées à des massacres de réfugiés hutus. L'un des premiers actes de Kabila à son entrée à Kinshasa a été d'interdire aux femmes le port de pantalons et de jupes courtes ; ses troupes ont fait respecter cette interdiction en déshabillant un certain nombre de femmes en pleines rues.

Ayant soutenu l'arrivée de Kabila au pouvoir, l'impérialisme américain demande maintenant au nouveau régime de proclamer son attachement à un minimum de « démocratie », afin d'assurer la stabilité de ce pays riche en ressources minérales. Cependant, un membre du Congrès américain, Tom Campbell, approuvait l'intervention des partis politiques et des manifestations comme « peut-être, en réalité, une bonne décision ». Un autre protecteur de Kabila, le président sud-africain Nelson Mandela, renchérisait : « Ce serait suicidaire pour lui d'autoriser l'activité des partis avant de tenir fermement la barre du gouvernement du pays » (ITN World News, 28 mai).

Il y a quelques mois, nous écrivions que « les révolutionnaires n'ont pas de camp à choisir dans ce conflit », en notant que la guerre entre les forces de Kabila et la dictature de Mobutu était fondamentalement « une lutte pour savoir qui contrôlera le bradage des immenses richesses minérales du pays aux impérialistes tout en régnant sur les masses abominablement exploitées » (le Bolchévick n°142, printemps 1997). Pour sa part, le groupe centriste britannique Workers Power (WP) a salué le mouvement de Kabila comme « progressiste », le qualifiant de « lutte légitime contre la dictature pro-impérialiste de Mobutu » et de « guerre d'autodéfense légitime » de la minorité tutsie au Zaïre contre la terreur communautariste (Workers Power, décembre 1996). Mais maintenant que Workers Power ne peut plus escamoter la politique pro-impérialiste, communautariste et antidémocratique de Kabila, il s'est mis à psalmodier pieusement que « Kabila n'est pas un ami de la démocratie » (Workers Power, mai 1997).

La méthodologie de Workers Power est un parfait exemple d'opportunisme centriste. La réputation « anti-impérialiste » de Kabila, ou ce qui en tient lieu, vient du fait que dans les années 1960 il ait dirigé un éphémère mouvement de guérilla auquel Che Guevara participa brièvement. Comme le révèlent les mémoires inédites de Guevara, celui-ci a rapidement constaté le caractère mensonger de la posture de gauche de Kabila (Le Monde, 8 avril). Quand Kabila s'est lancé dans la course pour le pouvoir, à l'automne dernier, WP s'est vite accroché à lui, de façon cohérente avec le soutien qu'il avait déjà apporté au régime voisin, à dominante tutsie, du Front patriotique du Rwanda (FPR), qui soutenait la rébellion de Kabila. WP a soutenu l'arrivée au pouvoir du FPR au Rwanda en 1994, et a même continué à le soutenir après, qualifiant sa campagne militaire dans l'Est du Zaïre de « guerre juste » en « défense de la population rwandaise contre les raids génocides » des milices hutues.

Pour les marxistes, donner un soutien militaire dans les guerres civiles et autres conflits est déterminée par la question de savoir si la victoire de l'un ou l'autre camp fera avancer la cause de l'émancipation sociale du prolétariat et des opprimés. Un bon exemple en Afrique subsaharienne est notre ligne sur l'Angola. Avant 1975, nous donnions un soutien militaire aux trois mouvements nationalistes angolais concurrents dans leur lutte contre le colonialisme portugais. Quand les trois mouvements d'indépendance rivaux s'engagèrent dans une guerre les uns contre les autres après la défaite des Portugais, aucune de ces forces petites-bourgeoises ne méritait un quelconque soutien de la part des marxistes. Cepen-

pour au FPR ! » comme « totalement opportuniste, voire traître », en reconnaissant l'évidence, à savoir que le FPR voulait « établir un nouvel ordre capitaliste, bien que fidèle à d'autres maîtres, l'Ouganda et les USA. » (Pouvoir ouvrier n°28, septembre 1994). La parodie d'« Internationale communiste révolutionnaire » de WP/PO est une confirmation vivante de la remarque de Trotsky comme quoi le centrisme - qui, dépouillé de sa rhétorique révolutionnaire, est défini par sa quête effrénée pour l'« unité » avec les social-démocrates chauvins sur son propre terrain national - est organiquement incapable d'internationalisme authentique.

Pendant toute la guerre froide, WP a

dans les pays arriérés aux populations nationales et ethniques interpénétrées signifie nécessairement que l'un des peuples dominera les autres et cherchera à les chasser ou à les éliminer. En pratique, la politique du « front unique anti-impérialiste » suivie par ces pseudo-trotskyistes est opposée à la théorie et au programme de la révolution permanente de Trotsky. Trotsky argumentait qu'à l'époque de la décadence impérialiste, les tâches démocratiques bourgeoises non résolues (démocratie politique, construction de la nation, révolution agraire) dans les pays sous-développés ne peuvent être réalisées par des forces bourgeoises ou petites-bourgeoises, qui sont inévitablement assujetties à l'impérialisme. La réalisation de ces objectifs nécessite que le prolétariat, soutenu par la paysannerie, s'empare du pouvoir d'Etat et lutte pour étendre la révolution socialiste aux puissances capitalistes avancées.

Le marxisme est un guide scientifique pour l'action, appuyé et renforcé par la réalité empirique. Le centrisme, d'un autre côté, est pour reprendre la formule de Trotsky la « confusion cristallisée », et a recours à l'équivoque et au confusionnisme pour couvrir son suivoisme de forces de classe hostiles. Ceci a été illustré de manière flagrante en 1979 à propos de l'Iran, où au nom du « front unique anti-impérialiste » Workers Power s'est joint à la gauche presque unanime pour applaudir la « révolution » de Khomeiny. En dénonçant avec virulence notre opposition révolutionnaire prolétarienne à la fois au Shah et aux mollahs, WP rejetait avec mépris nos mises en garde contre le soutien à Khomeiny en expliquant qu'elles « revenaient à reprendre à son compte de façon acritique le fatras chauvin qui remplissait la presse américaine ». WP dénonçait comme ridicule l'idée que les mollahs au pouvoir allaient « introduire les châtiments barbares de la loi islamique ; lapidation, pendaisons publiques et flagellation » et « imposer le port du voile » (Workers Power, février 1979).

Bien sûr, c'est précisément ce qu'ont fait les mollahs une fois arrivés au pouvoir. Néanmoins, WP n'a jamais répudié son soutien à Khomeiny. De même, quand les forces de Kabila s'approchaient de Kinshasa, WP a tout simplement « laissé tomber » son appel pour leur « victoire », en espérant que personne ne s'en apercevrait. Maintenant, Workers Power (juin 1997) proclame « Ne faites pas confiance à Kabila - lutez pour une république ouvrière ». Même aujourd'hui, WP s'enthousiasme pour les « comités populaires » bidons mis sur pieds par Kabila, en les présentant comme un moyen pour les travailleurs de « faire pression pour leurs revendications », tandis

Suite page 15



Robert/Sygma



Reuters

Accueilli par WP-PO comme « progressiste », Kabila, soutenu par l'impérialisme américain, a interdit les partis d'opposition et les manifestations à Kinshasa dès sa prise de pouvoir. Ses troupes ont massacré des réfugiés hutus.

dant, quand l'Afrique du Sud de l'apartheid - soutenue par les Etat-Unis - intervint militairement dans le conflit, fin 1975, du côté de l'UNITA de Jonas Savimbi et du FNLA, nous avons alors donné un soutien militaire aux nationalistes du MPLA, qui étaient soutenus sur le terrain par les troupes cubaines. La défaite de l'offensive organisée par la CIA et l'Afrique du Sud, face aux forces cubaines/MPLA soutenues par les Soviétiques était un coup porté contre l'impérialisme.

Au Rwanda et au Congo, les forces armées tutsies et hutues étaient des mouvements qualitativement similaires, basés sur des communautés, et aucun camp n'entraînait en conflit militaire avec l'impérialisme. Quand les milices hutues ont eu le dessus, elles ont perpétré d'effroyables massacres de Tutsis ; les forces tutsies ont ensuite perpétré des massacres indiscriminés contre les Hutus. Les Tutsis ont reçu le soutien des impérialismes américain et britannique, tandis que les Hutus étaient soutenus par l'impérialisme français, qui s'acharnait à préserver sa « chasse gardée » historique en Afrique centrale.

Le réaligement des camps impérialistes concurrents s'est reflété dans l'« internationale » de Workers Power, où le soutien de WP aux Tutsis restait en travers de la gorge de Pouvoir ouvrier (PO), sa filiale française. PO a attaqué publiquement la ligne de ses « camarades d'idées » britanniques en utilisant comme substitut une position similaire de la Gauche révolutionnaire (GR - affiliée au groupe Militant Labour britannique, rebaptisé maintenant Socialist Party). PO a dénoncé l'appel de la GR « Tout le

refusé à maintes reprises de choisir le camp de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré soviétique contre des forces contre-révolutionnaires et pro-impérialistes. Mais dans chaque conflit entre des forces nationalistes petites-bourgeoises ou bourgeoises antagonistes, WP cherche toujours un camp prétendument « progressiste » ou « anti-impérialiste ». Au fond, la méthodologie de WP est social-démocrate, substituant des considérations étrangères aux critères de classe (quel camp est plus ou moins « démocratique » ou « génocidaire », lequel incarne le mieux une mythique dynamique « anti-impérialiste », etc., etc.) aux intérêts historiques du prolétariat international. Aux yeux de WP, si les milices hutues perpétrent un massacre génocidaire de Tutsis, ceci rend « progressistes » les mouvements nationalistes basés sur les Tutsis.

Le soutien de WP aux forces du FPR et à Kabila nie le fait que, sous l'impérialisme, la « construction de la nation »

Série de cours-débats de la LTF-Jeunesse spartaciste

- | | |
|--|--|
| 1. Le programme communiste (4 juillet) | bolchévique (13 août) |
| 2. Les origines historiques du marxisme (18 juillet) | 5. La révolution d'Octobre 1917 (25 août) |
| 3. La conception marxiste de l'Etat (1 ^{er} août) | 6. La dégénérescence stalinienne en URSS (5 septembre) |
| 4. La construction du Parti | 7. La révolution permanente (19 septembre) |

Pour toute information concernant le lieu de ces cours, téléphoner au 01 42 08 01 49

LO: pas une alternative à la collaboration de classes des Jospin/Hue

Chômage, racisme, fascisme:

A bas le système capitaliste! A bas l'Europe de Maastricht!

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

Nous reproduisons ci-dessous le tract diffusé par la Ligue trotskyste à l'occasion de la fête de Lutte Ouvrière des 16-18 mai derniers.

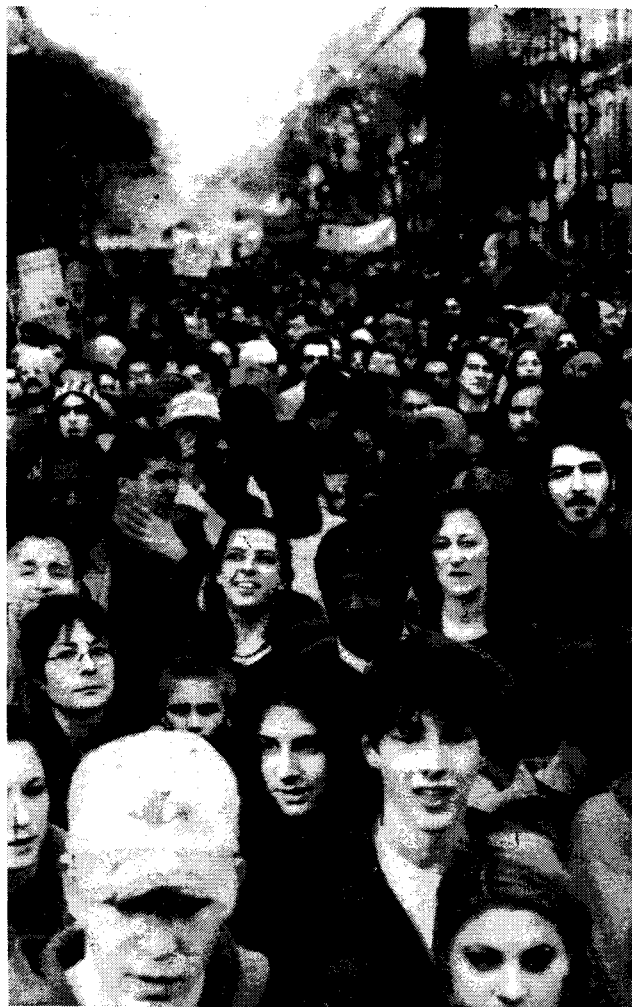
L'objectif de Chirac dans ces élections est clair: obtenir un « mandat populaire » pour la nouvelle vague d'austérité anti-ouvrière, de licenciements, d'attaques contre les syndicats et de répression anti-immigrés qui va être nécessaire dans les prochains mois pour satisfaire les « critères de convergence » du traité de Maastricht. L'alternative que proposent Jospin et Hue, c'est une nouvelle alliance de collaboration de classes réunissant le PS et le PCF et des formations bourgeoises (radicaux, écologistes et chevémenistes). En bons défenseurs du capitalisme qu'ils sont, ils ne présentent rien d'autre qu'une façade de « gauche » de l'austérité et du racisme et se proposent de maintenir le système capitaliste avec un « visage humain » - les différents groupes d'« extrême » gauche acceptant eux aussi, par ailleurs, le cadre capitaliste.

Les travailleurs et les immigrés en Italie subissent aujourd'hui ce genre de coalition où Prodi, avec l'appui entre autres de Rifondazione Comunista, met en place les mesures d'austérité et les lois anti-immigrés que le capitalisme italien exige. Dans les coalitions des partis ouvriers-bourgeois (comme le PCF et le PS) avec des partis bourgeois, ce que les trotskystes appellent des fronts populaires, les contradictions entre les intérêts des ouvriers que les directions de ces partis disent défendre et leurs intérêts réels - la défense du capitalisme - sont supprimées derrière l'excuse toute prête que « nous ne pouvons faire quoi que ce soit car nos partenaires ne l'accepteront pas ». Ces partis réformistes deviennent donc des représentants d'une coalition *bourgeoise*. Un vote pour les partis dans ces coalitions est donc un vote pour la classe ennemie, c'est une rupture avec le principe de l'indépendance de classe. **Aucun vote pour les partis ouvriers dans les fronts populaires! Non à la collaboration de classes!**

Quand plusieurs ténors de la droite proposent de supprimer le SMIC, ils veulent permettre aux patrons de pouvoir embaucher des jeunes à des salaires de famine. Contre le chômage et la vie chère, la puissance de la classe ouvrière doit être mobilisée pour imposer une échelle mobile des salaires et des heures de travail, sans perte de salaire, afin de répartir le travail entre toutes les mains ouvrières et de garantir le niveau de vie des travailleurs. La suppression du salaire minimum vise aussi à utiliser les jeunes et les « immigrés » pour attaquer les syndicats. Ceux-ci doivent plus que jamais lutter pour organiser tous les travailleurs non syndiqués et les chômeurs. Et contre la division des syndicats sur des bases politiques, comme actuellement, il faut des syndicats industriels regroupant tous les ouvriers d'une même industrie. **Une industrie, un syndicat! Tous les ouvriers dans le syndicat!**

La crise du capitalisme ne sera pas résolue dans les urnes, mais par une lutte de classe qui ira au-delà des besoins économiques pressants des travailleurs et

des jeunes confrontés aux fermetures d'usines et à la montée du chômage. Il faudra une lutte politique et consciente prenant en charge les intérêts de *tous* les opprimés, et en premier lieu la composante « immigrée » du secteur privé qui occupe une place stratégique dans la grande industrie et aussi les « sans-papiers ». Car les opprimés doivent être organisés aux côtés du prolétariat par un



Manifestation contre les lois Debré racistes le 21 février à Paris. Dans une société qui se bipolarise, LO reste passive face à l'oppression raciste et la menace fasciste.

parti léniniste tribune du peuple - un parti d'action révolutionnaire, pas des traîtres parlementaires - qui lutte pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, pour une révolution socialiste.

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique!

Dans le monde de l'après-guerre froide, l'écroulement du stalinisme et le triomphe de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en URSS ont brutalement déchaîné les rivalités des différents impérialistes autrefois mises en sourdine face à leur ennemi commun soviétique. La bourgeoisie française,

l'expulsion de la main-d'oeuvre venue du tiers monde devenue superflue, etc. Le traité de Maastricht, avec ses « critères de convergence », ne fait que créer une pression supplémentaire pour mettre en œuvre ces mesures de régression sociale dans le délai imposé par la mise en place de la monnaie unique. Et n'oublions pas que c'est le PS, par l'intermédiaire de Mitter-

victoire pour les travailleurs, qui dans toute l'Europe, opposent une résistance acharnée à l'offensive capitaliste.

A bas le système capitaliste! A bas l'Europe de Maastricht!

Cependant, une telle victoire serait nécessairement temporaire et réversible. Dans le système capitaliste, il est impossible d'en finir avec le chômage, l'austérité et le racisme. La crise de l'automobile européenne, dont l'ampleur a été révélée par la lutte de Renault Vilvorde, en est le dernier exemple. Avec des capacités de production devenues largement supérieures aux demandes du marché, les capitalistes n'ont d'autres solutions que de fermer les usines et de jeter à la rue par milliers les ouvriers. Ceci a provoqué, entre autres, la première grève organisée à l'échelle européenne par les travailleurs des différentes usines Renault et une manifestation à Bruxelles de dizaines de milliers d'ouvriers de tous les pays d'Europe, représentant la plupart des firmes automobiles, venus défilier en soutien aux ouvriers de Renault Vilvorde. Ces luttes sont en fait dirigées contre un système économique incontrôlable, le système capitaliste. La perspective pour les ouvriers, qu'ils soient de l'automobile ou non, doit être la mise en place d'une économie planifiant la production en fonction des besoins de la population, au niveau de l'Europe entière et dans le cadre de la démocratie des conseils ouvriers. Et cela nécessite de renverser les bourgeoisies et leurs Etats. **Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!**

Les sociaux-chauvins du PCF, depuis des années, ont fait cause commune avec des forces bourgeoises opposées à Maastricht sur la base du protectionnisme et du nationalisme anti-allemand - ainsi avec le chauvin « républicain » Chevènement. Présenter « Maastricht » comme la cause unique des attaques antiouvrières menées par les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest obscurcit délibérément, dans la conscience des travailleurs et des opprimés, la compréhension que l'ennemi principal est leur propre bourgeoisie, et non Bruxelles ou Francfort. La défense de l'« intérêt national » enchaîne les travailleurs à « leur » bourgeoisie, et les dresse inévitablement contre les ouvriers des autres pays. **L'ennemi principal est dans notre propre pays!** Si aujourd'hui le PCF et le PS peuvent se retrouver côte-à-côte sur la question de l'Europe alors qu'ils ont des positions divergentes sur Maastricht, c'est que tous deux se font les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie française.

Pourquoi nous ne votons pas LO

LO se présente comme une opposition prolétarienne aux candidats de la « gauche » réformiste et parle de construire le parti dont la classe ouvrière a besoin. Cela est impossible en restant passif face à l'oppression raciste et la menace fasciste qui bipolarisent aujourd'hui la société française. De nombreux travailleurs comprennent que les attaques contre les « immigrés » sont des attaques contre la classe ouvrière tout entière. C'est une manière pour la bourgeoisie et ses nervis

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique!

comme toutes les bourgeoisies, doit augmenter brutalement le taux d'exploitation de « sa » classe ouvrière pour accroître sa compétitivité économique. Ce qui veut dire des vagues de licenciements et un chômage massif touchant la jeunesse de plein fouet, les emplois précaires, les attaques contre les acquis des femmes, des salaires stagnants ou réduits et l'augmentation des cadences, la destruc-

tion des acquis sociaux, l'expulsion de la main-d'oeuvre venue du tiers monde devenue superflue, etc. Le traité de Maastricht (sauvant ainsi la mise à Mitterrand). Ces organisations portent, chacune à leur mesure, une part de responsabilité dans l'austérité draconienne qui accompagne la mise en œuvre de ce traité. Si demain, face aux luttes ouvrières, l'« union monétaire » était abandonnée ou repoussée aux calendes grecques, ce serait une

fascistes de diviser et d'affaiblir la classe ouvrière, et de faire des « immigrés » les boucs émissaires du chaos économique créé par le système capitaliste. Et demain, ce sera le tour d'autres couches de la société, comme les femmes que Le Pen veut renvoyer à la maison pour « libérer des emplois ». Le rôle du parti révolutionnaire est de mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière pour défendre toutes les couches de la société qui ont tout à gagner au renversement du système capitaliste. La classe ouvrière, de par sa place dans la production, est la seule classe qui a le pouvoir de bâtir une société nouvelle. Elle a besoin pour cela de s'allier aux autres couches de la société qui subissent les attaques des capitalistes, sinon, celles-ci se tourneront vers des illusions réactionnaires, comme l'intégrisme et le nationalisme, au lieu de renforcer la lutte de la classe ouvrière.

C'est pour cela que nous nous sommes battus en décembre 1995, contre les directions ouvrières - et toute l'« extrême » gauche - qui refusaient de combattre la terreur raciste, pour des revendications comme « Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! » et « A bas Vigipirate ! ». En 1994, au coude à coude avec les lycéens qui s'étaient mobilisés pour défendre les jeunes filles exclues de l'école pour porter le hidjeb, nous avons lutté contre la circulaire raciste de Bayrou. Comme la Jeunesse spartaciste l'écrivait dans un tract : « Cette circulaire, qui renforce la mainmise de l'obscurantisme religieux, notamment sur les jeunes filles, sous couvert de "défense de la laïcité" ne vise rien d'autre que d'exclure les jeunes filles d'origine maghrébine des écoles » (Le Bolchévik n° 131). Sous

l'Eglise historiquement dominante dans ce pays. LO a poussé l'infamie jusqu'à organiser, en décembre 1994, ce que même les fascistes n'avaient pas osé faire : à Lille, alors que des lycéens étaient en grève pour défendre leurs camarades voilées menacées d'expulsion, LO a organisé une contre-manifestation pour les exclure.

LO a boycotté la manifestation contre le congrès de Le Pen à Strasbourg, sous prétexte qu'elle était manipulée par le PS - un argument qui n'est que pure hypocrisie de la part d'une organisation qui a appelé à voter à Vitrolles pour le candidat PS Anglade, ripoux et démagogue raciste notoire. Elle a donc laissé dans les faits les milliers de jeunes qui cherchent à en finir avec la vermine fasciste désarmés politiquement et aux mains de ces mêmes bureaucrates qui tentent par tous les moyens de canaliser cette jeunesse derrière le drapeau du capitalisme « propre ». Nous sommes allés dans cette manifestation, avec notre journal, avec notre programme de « mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes ! », pour arracher ceux qui veulent en finir avec la barbarie fasciste à l'emprise des réformistes et des centristes. Nous sommes intervenus dans un forum organisé par le « Comité de vigilance » (contre l'extrême droite) pour opposer notre drapeau rouge au drapeau tricolore des guerres mondiales, des massacres et de la répression dans les colonies (comme aujourd'hui en Guyane) et de la terreur raciste dont ces réformistes, au nom des « valeurs républicaines » et d'une « image démocratique de la France » voulaient draper les jeunes.

Dans les mairies qu'il a prises, on a un



Le Bolchévik

En 1992, contre l'exclusion des trotskystes et des homosexuels de la « fête » de LO, manifestation dans le parc de Presles.

FN. Rappelez-vous le « débat » télévisé entre Laguiller et le responsable du FN Martinez en mars 1989 ! L'objectif de LO était de convaincre les racistes qui votent FN que celui-ci les trompe. On ne débat pas avec les fascistes ! Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes avant qu'ils ne nous écrasent !

Voilà pourquoi nous n'appelons pas à voter pour LO. Nous n'appelons pas non plus à voter pour Voix des travailleurs, groupe d'opposition exclu de LO qui se revendique du même programme sur les deux questions cruciales dans ce pays aujourd'hui : la lutte contre la menace fasciste et contre la terreur raciste.

L'aile militante du front populaire

Pour pouvoir se retrouver à la traîne des réformistes, les pseudo-révolutionnaires dissimulent la nature de classe des coalitions bourgeoises front-populistes. Ainsi, la Ligue communiste révolutionnaire social-démocratisée, qui présente quelques candidats à l'enseigne d'une « gauche 100 % à gauche », appelle - comme d'habitude à « battre la droite au second tour » et à « voter à gauche » (le pourcentage étant laissé à la libre appréciation du votant). Socialisme international (SI) titre en gros caractères : « Battons la droite ! Vote à gauche ! » (n° 122, mai). Quitte à être des agents électoraux de la social-démocratie, la majorité de SI vient d'ailleurs carrément de rejoindre le MJS. La Gauche révolutionnaire (GR), qui appelle à voter au premier tour pour le PCF sur la base de son opposition à Maastricht, dont elle reconnaît par ailleurs le caractère chauvin, titre « *Dehors le gouvernement !* » Elle appelle aussi à voter pour Voix des travailleurs. Bien qu'elle se soit targuée de son antiracisme dans la lutte des « sans-papiers », la GR appelle à voter pour une organisation insensible à la question de la terreur raciste.

PO, inconditionnel du vote pour les partis réformistes en tous lieux et en toutes circonstances, appelant à « une majorité PS-PCF », explique : « Mettons donc le PS et le PCF à l'épreuve encore

une fois, pour que les travailleurs puissent lutter pour obliger leurs représentants à mettre en œuvre leurs promesses - si maigres soient-elles - et, s'ils refusent, rompons dans la lutte avec la politique réformiste et créons l'alternative révolutionnaire qui nous fait tant défaut » (PO n° 42, mai-juin). Avec les 14 ans de gouvernements Mitterrand, on a pu voir « encore une fois » comment chaque nouvelle « expérience » d'un gouvernement de collaboration de classes « de gauche » qui gère en fait la crise pour le compte du capital sur le dos des travailleurs et de l'immense majorité de la population, ne fait que démobiliser et démoraliser la classe ouvrière. Elle pousse la petite-bourgeoisie et les travailleurs les plus arriérés dans les bras de la réaction et des fascistes - qui ont beau jeu de se présenter comme la seule alternative « radicale » à l'ordre établi. Et quelles sont les promesses de Jospin-Hue sinon austérité, chômage et racisme (de « gauche ») ? PO, une fois de plus, veut rabattre les ouvriers vers une impasse en leur demandant de mettre au pouvoir une coalition de collaboration de classes bourgeoise. PO se félicite d'ailleurs que ses camarades de Workers Power aient appelé à la victoire du Parti travailliste de Blair, la nouvelle coqueluche de la droite (et des réformistes) en France.

Au contraire, c'est le principe de l'indépendance de classe que nos camarades de la Spartacist League/Britain ont mis en avant dans la dernière campagne électorale, en Grande-Bretagne. Ils ont apporté un soutien critique actif au SLP de Scargill, au grand dam des centristes et des réformistes de tous poils dont la presse rivalisait dans la taille des caractères pour appeler à voter pour Blair. Le programme du SLP, en s'opposant à Blair et sa campagne ouverte pour lutter contre la classe ouvrière, représentait, de façon partielle et atténuée, la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat.

Pour un parti révolutionnaire !

Les sections de la Ligue communiste internationale, aujourd'hui groupes de propagande de combat, sont l'incarnation du programme révolutionnaire. Nous intervenons avec notre programme, pour fournir une direction révolutionnaire, et construire un parti révolutionnaire avec ceux qui veulent se battre pour renverser le système capitaliste en démasquant les charlatans réformistes et centristes dans les combats quotidiens. Nous représentons le noyau révolutionnaire trotskyste qui se consacre à la construction de ce parti : un parti léniniste, enraciné dans la classe ouvrière, tribun du peuple, capable d'unir les travailleurs « français » et « immigrés » dans une lutte commune contre leur ennemi commun, le capitalisme. Le rôle de ce parti est d'introduire dans la classe ouvrière la conscience de ses intérêts et de ses tâches historiques. La LTF, section française de la LCI, se bat pour de nouvelles révolutions d'Octobre dirigées par une Quatrième Internationale reforcée.



Le Bolchévik

Nous intervenons avec notre programme pour construire une direction révolutionnaire. Ici, dans la manifestation du 30 mars 1996 contre la rafle des sans-papiers de St-Ambroise.

prétexte de « défense des femmes », LO s'est faite le porte-parole du gouvernement de l'époque en applaudissant ces exclusions racistes à l'unisson de Pasqua. Rappelons qu'en Iran (en 1978-1979) et en Afghanistan (en 1979), où défendre les femmes de l'esclavage du tchador était une question centrale et vitale, LO ne s'était jamais préoccupée à l'époque du sort des femmes qu'elle utilise maintenant pour masquer sa capitulation devant la campagne raciste et n'a pas hésité à se retrouver du côté des intégristes musulmans qu'elle est si prompt à dénoncer, ici, aujourd'hui. Mais s'il y a en effet une menace bien réelle dans ce pays, c'est celle de la réaction chauvine et raciste et derrière il y a l'Eglise catholique -

avant-goût dramatique de ce que veut dire le programme du FN : expulsion des « immigrés », enrégimentation de la population par un réseau d'associations sous leur contrôle, constitution de milices municipales, exclusion de l'écrivain juif Marek Halter du salon du livre de Toulon, etc. Le FN lutte pour le pouvoir d'Etat, et le fascisme au pouvoir signifie la destruction physique du mouvement ouvrier organisé. Ca veut dire l'arrestation des militants de gauche et des syndicalistes, la militarisation du travail, les bandes sillonnant les rues et attaquant les membres des communautés considérées « anormales », la guerre, etc. Or LO ne caractérise pas Le Pen de fasciste parce qu'elle chasse sur le même terrain que le

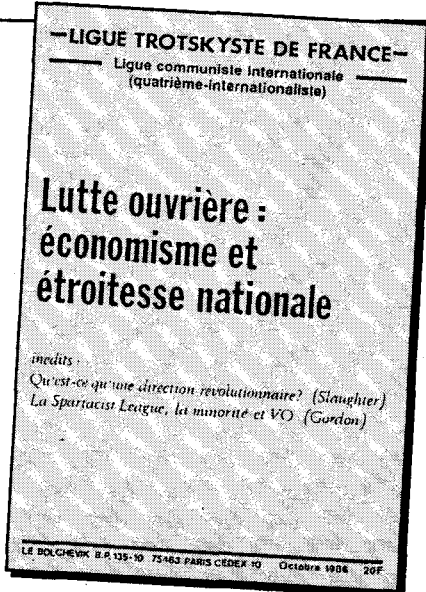
Cette brochure rassemble deux articles polémiques qui sont une sévère critique de l'économisme tant du point de vue de la théorie et du programme que de celui des fameuses « méthodes organisationnelles » de Lutte ouvrière. « Qu'est-ce qu'une direction révolutionnaire ? » de Cliff Slaughter est certainement un des meilleurs exposés de la conception trotskyste du parti d'avant-garde léniniste qui ait été écrit depuis la mort de Léon Trotsky, et une réponse théorique au culte de la spontanéité économiste.

« La Spartacist League, la minorité et VO » est un document de la lutte fractionnelle dans la Spartacist League/US avec la minorité de Kay Ellens, qui soutenait Voix ouvrière, précurseur de Lutte ouvrière. Ellens reprochait à la SL/US de chercher à intervenir dans les mouvements de la jeunesse radicalisée par la guerre du Vietnam et la question noire, et rejetait les tâches d'une avant-garde trotskyste, « propagandiste de combat » : tremper le programme révolutionnaire dans la réalité vivante de la lutte.

Cette brochure contient aussi une sélection d'articles du Bolchévik polémique entre autres sur l'indifférence de Lutte ouvrière à l'oppression raciale et la question des fascistes.

20 F

Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France





Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Les parties un à trois de cette série d'articles (publiées dans le Bolchévik n° 137, 138 et 139) étaient consacrées aux origines de l'anarchisme et aux positions de ses figures de proue, comme Proudhon et Bakounine, jusqu'à la Commune de Paris et la scission dans la Première Internationale. Les parties quatre et cinq (publiées dans le Bolchévik n° 140 et 141) analysaient les mouvements anarchiste et syndicaliste dans la période précédant la Première Guerre mondiale. La sixième partie (publiée dans le Bolchévik n° 142) traitait des réalignements dans la gauche et le mouvement ouvrier international sous l'impact de la première guerre impérialiste mondiale.

Quelque temps après la Révolution bolchévique, Lénine faisait remarquer que parmi tous les pays d'Europe de l'Ouest, celui qui ressemblait le plus à la Russie d'avant 1917 était l'Espagne. Dans ce pays aussi, un régime monarchique décadent s'appuyait sur une Eglise d'Etat embourbée dans l'obscurantisme médiéval. Une paysannerie numériquement forte était exploitée avec brutalité par une classe de propriétaires terriens issue de l'ancienne noblesse féodale. Il existait une classe ouvrière récente et combative, constituée pour une bonne part de jeunes paysans qui conservaient des liens étroits avec leurs familles restées à la campagne. Et comme la « prison des peuples » tsariste, l'Etat espagnol contenait à l'intérieur de ses frontières d'importantes nationalités opprimées, les Basques et les Catalans.

En Espagne, et ailleurs dans l'Europe latine, les anarchistes et les syndicalistes représentaient une tendance politique significative, et étaient généralement considérés comme l'aile gauche du mouvement ouvrier. Dans la Russie tsariste, au contraire, les anarchistes étaient un courant marginal. Dans ce pays, les marxistes révolutionnaires, c'est-à-dire les bolchéviks de Lénine, représentaient un parti ouvrier de masse basé sur le prolétariat industriel, et le noyau central de la gauche radicale. Le mouvement anarchiste russe était constitué de petits groupes concurrents d'intellectuels déclassés, mélangés à des éléments du lumpen-prolétariat. La faiblesse organisationnelle de l'anarchisme en Russie est d'autant plus frappante que deux des principaux théoriciens de l'anarchisme - Michel Bakounine et Pierre Kropotkine - étaient tous deux des émigrés russes radicaux.

Même dans les périodes de soulèvement révolutionnaire, les anarchistes russes ne jouèrent pas un rôle important. Pendant la révolution de 1905, comme en 1917, aucune couche significative d'ouvriers ou de paysans ne se retrouva derrière les anarchistes. En fait, en octobre 1917 et pendant la guerre civile qui s'ensuivit, de nombreux anarchistes russes se retrouvèrent derrière les bolchéviks, et servirent loyalement le gouvernement soviétique de Lénine et Trotsky.

Pourquoi les anarchistes jouèrent-ils en Russie un rôle tellement insignifiant? Trotsky aborda cette question dans sa critique du roman d'André Malraux *Les Conquérants*, qui cherchait à justifier la politique désastreuse de Staline envers la révolution chinoise au milieu des années 1920. Dans ce roman, l'agitateur anarchiste chinois Hong est dépeint comme un révolutionnaire primitif, une tête brûlée qui ne comprend pas la soi-disant nécessité pour la classe ouvrière de collaborer avec la bourgeoisie nationaliste. Un personnage fortement inspiré de Mikhaïl

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la
Révolution bolchévique



Après la révolution d'Octobre, les soldats défilent à Moscou avec une banderole « communisme ».

Septième partie L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Borodine, le principal agent de Moscou en Chine à cette époque, s'oppose à Hong. Il est dit, à propos de l'émissaire de Moscou, que « tous les bolchéviks de sa génération » ont été marqués par la lutte contre l'anarchisme. A cette affirmation, Trotsky répond : « Historiquement, elle est fautive : si l'anarchisme n'a pas pu dresser la tête en Russie, ce n'est pas parce que les bolchéviks ont lutté avec succès contre lui, c'est parce qu'ils ont auparavant creusé le sol sous ses pas. L'anarchisme, s'il ne demeure pas entre les quatre murs de cafés intellectuels ou de rédactions de journaux, s'il pénètre plus profondément, traduit la psychologie du désespoir dans les masses et représente le châtiement politique des tromperies de la démocratie et des trahisons de l'opportunisme. La hardiesse

du bolchévisme à poser les problèmes révolutionnaires et à enseigner leurs solutions n'a pas laissé de place au développement de l'anarchisme en Russie » (« La révolution étranglée » [février 1931], dans *Littérature et révolution* [1964]).

Comment le bolchévisme a-t-il coupé l'herbe sous le pied de l'anarchisme en Russie ?

Dès sa formation, en 1903, le Parti bolchévique avait cherché à organiser la classe ouvrière pour le renversement révolutionnaire de l'autocratie tsariste, indépendamment de la politique de la bourgeoisie libérale, et si nécessaire contre celle-ci. C'était une divergence centrale avec les menchéviks, dont la

politique était de collaborer avec la bourgeoisie libérale. Pendant la révolution de 1905, la seule tentative sérieuse d'insurrection armée fut le fait des bolchéviks à Moscou, au mois de décembre de cette année tumultueuse. Georges Plékhanov, le principal porte-parole du marxisme « orthodoxe » en Russie, dénonça le soulèvement de décembre comme aventuriste, et fustigea le « bakouninisme bolchévique ».

A sa manière, Lénine reconnaissait que son parti avait attiré un nombre non négligeable de militants qui seraient sinon passés à l'anarchisme. Il racontait qu'à la suite de la défaite de la révolution de 1905, apparut une fraction de bolchéviks « de gauche » qui, entre autres, insistaient qu'il fallait boycotter les élections à la Douma (parlement) tsariste. Cette bataille fractionnelle aboutit à une scission en 1908. Néanmoins, Lénine faisait remarquer que parmi les « gauches » figuraient « bon nombre d'excellents révolutionnaires qui, plus tard, appartenirent (et continuent d'appartenir) avec honneur au Parti communiste » (*La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »*) [mai 1920]).

Avant 1917, Lénine ne croyait pas que le renversement de l'autocratie tsariste puisse conduire directement à un Etat ouvrier et à l'expropriation de la classe capitaliste. Il envisageait au contraire un régime démocratique radical et transitoire, une conception exprimée dans la formule de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Mais sous l'impact de la Première Guerre mondiale, les conceptions de Lénine évoluèrent rapidement. Ainsi, après le renversement du tsar en février 1917, il appela à un Etat « du type de la Commune de Paris » (c'est-à-dire à une dictature prolétarienne), basé sur l'abolition de la police, de l'armée et de la bureaucratie et sur la formation d'une milice du peuple. Ceci reposait sur la perspective de l'extension de la révolution aux pays capitalistes avancés d'Europe de l'Ouest. Le programme et les perspectives de Lénine, exprimés dans ses « Thèses d'avril », étaient fondamentalement similaires au concept de « révolution permanente » que Trotsky avait développé plus de dix ans auparavant. De cette manière était constituée la base de la collaboration entre Lénine et Trotsky, qui dirigèrent la première révolution ouvrière victorieuse de l'histoire.

Quand Lénine, de retour d'exil, arriva en Russie en avril 1917 et appela à une « révolution ouvrière », le menchévik I.P. Goldenberg fit ce commentaire ironique : « Lénine s'était maintenant porté candidat au seul trône européen vacant depuis trente ans - le trône de Bakounine ! Les nouvelles paroles de Lénine faisaient écho à quelque chose de vieux - les vérités éculées de l'anarchisme primitif » (cité dans N.N. Sukhanov, *The Russian Revolution, 1917: A Personal Record* [1984]). Ce point de vue était partagé par beaucoup d'anarchistes, qui croyaient que Lénine avait réellement, quoique pas encore formellement, rompu avec le marxisme, et se rapprochait de leur programme. Ainsi, un certain Gregory Raïva écrivait en septembre 1917 : « Du point de vue du marxisme, du "socialisme scientifique", les marxistes les plus conséquents sont sans aucun doute les sociaux-démocrates menchéviks [...]. Et il est entièrement naturel que les sociaux-démocrates, conformément aux positions de Marx, considèrent la Révolution russe actuelle comme une révolution bourgeoise. Il est entièrement naturel

que les marxistes sociaux-démocrates recherchent avec constance une coalition, cherchent à établir des liens avec la bourgeoisie. Car selon le programme marxiste, le temps d'une révolution sociale n'est pas encore venu [...]. Il est raisonnable que les bolchéviks, en tant que révolutionnaires, nous soient plus chers et plus proches, à nous anarchistes. Car par le fait, leur position révolutionnaire intransigeante est due non à leur adhésion rigide aux enseignements de Marx, mais au fait qu'ils ont abandonné le côté scolastique de leur apôtre et ont adopté un point de vue révolutionnaire – autrement dit anti-marxiste [...]. Nous nous réjouissons que ce soient les bolchéviks et non les menchéviks qui partout accroissent leur influence. Mais nous regrettons que les bolchéviks n'aient pas encore secoué de leurs pieds la poussière du marxisme. Les bolchéviks sont à la croisée des chemins: marxisme ou anarchisme ? » (reproduit dans *The Anarchists in the Russian Revolution*, textes rassemblés par Paul Avrich [1973]).

D'un point de vue contemporain, la position exprimée ci-dessus apparaît absurde. Mais à sa manière, Raïva prenait acte d'une évolution importante dans l'histoire du mouvement ouvrier international: la dénonciation par Lénine de la falsification réformiste du marxisme qui prévalait dans la Deuxième Internationale (social-démocrate), et qui était développée par ses principaux théoriciens, comme Karl Kautsky et Plékhanov.

« L'Etat et la révolution » de Lénine et son impact

Comme nous l'avons vu, l'effondrement social-chauvin de la Deuxième Internationale – et en particulier de la social-démocratie allemande – quand éclata la Première Guerre mondiale fut pour Lénine un choc inattendu. Ceci le conduisit à soumettre à une étude critique la doctrine marxiste communément admise, représentée au premier chef par Kautsky. En collaboration avec d'autres bolchéviks familiers des questions économiques, notamment Nikolai Boukharine, Lénine étudia les changements dans l'économie mondiale constituant la toile de fond de la guerre qui avait transformé l'Europe en abattoir. Ses conclusions furent résumées dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, publié en 1916, et qui expliquait la base matérielle de l'aile opportuniste du mouvement ouvrier.

Lénine se livra aussi à une étude exhaustive des écrits de Marx et Engels sur l'Etat. Ceux-ci comprenaient des lettres importantes sur le plan théorique adressées à leurs partisans, comme le dirigeant ouvrier allemand August Bebel, qui ne furent publiées que plusieurs décennies après avoir été écrites, et qui étaient par conséquent ignorées de la plupart – en fait de la grande majorité – des militants ouvriers socialistes (ou anarchistes et syndicalistes). Ecrit pendant l'été 1917, quand Lénine était passé dans la clandestinité pour éviter d'être emprisonné par le régime bourgeois libéral d'Alexandre Kerensky, *l'Etat et la révolution* développait une conception authentiquement marxiste de cette question.

On savait en général que Marx et Engels affirmaient que le mouvement ouvrier devait lutter pour une république démocratique dans les Etats à régime monarchique ou bonapartiste. Contre les anarchistes, ils étaient favorables à ce que les partis socialistes utilisent les élections et la représentation parlementaire pour organiser et mesurer le soutien dont ils bénéficiaient parmi les travailleurs et les autres couches opprimées et exploitées de la société. Mais les dirigeants et les théoriciens de la Deuxième Internationale avaient déformé ces positions pour en faire une doctrine qui affirmait que le passage à une société socialiste pouvait et devait être réalisé par des moyens parlementaires. Comme Lénine l'expliquait dans *l'Etat et la révolution*: « Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques

bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir et ils se sont fendus le front à se prosterner devant ce "modèle", en taxant d'anarchisme toute tentative de briser ces formes. »

Les réformistes escomptaient qu'une fois qu'un parti socialiste aurait obtenu suffisamment de voix pour avoir une majorité parlementaire, le parti ou les partis capitalistes au pouvoir lui livraient pacifiquement les ministères. Cer-



Les dirigeants de la CNT anarchistes sont devenus ministres du gouvernement bourgeois de front populaire.

tains généraux, chefs de la police, etc., réactionnaires endurcis devraient peut-être être limogés, mais la grande majorité du corps des officiers, de la police et de la bureaucratie d'Etat étaient censées servir loyalement sous un gouvernement socialiste, aussi longtemps que celui-ci avait la légitimité d'une majorité parlementaire.

Comme le soulignait Lénine, la leçon fondamentale que Marx et Engels avaient tirée de l'expérience de la Commune de Paris de 1871 était que la classe ouvrière ne pouvait s'emparer du pouvoir politique qu'en écrasant la machine d'Etat bourgeoise existante (police, armée, prisons, tribunaux, etc.) En fait, le prolétariat parisien s'était soulevé contre un gouvernement bourgeois parlementaire élu sur la base du suffrage universel masculin dans toute la France, et fut plus tard réprimé par ce même gouvernement. Marx et Engels, les proudhoniens et Bakounine soutinrent tous la Commune de Paris, et la présentèrent comme un modèle pour les révolutions sociales de l'avenir, malgré l'étendue de leurs divergences s'agissant d'évaluer sa nature et les leçons historiques qu'il fallait en tirer. Comme l'expliquait Lénine: « Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la "démolition" de la machine d'Etat actuelle. Cette similitude du marxisme avec l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine), ni les opportunistes ni les kautskystes ne veulent l'apercevoir car, sur ce point, ils se sont éloignés du marxisme. »

Aujourd'hui, l'identification de la démocratie avec le parlementarisme est encore plus largement répandue et incontestée qu'à l'époque où Lénine écrivit *l'Etat et la révolution*. Il est par conséquent important d'attirer l'attention sur cette affirmation de Lénine: « Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées "agissantes" [...]. Au parlementarisme vénaal, pourri jusqu'à la moëlle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'expression et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. » Le meilleur exemple historique d'institutions représentatives de la démocratie ouvrière sont les soviets (conseils) de députés ouvriers qui furent la principale base organisationnelle de la Révolution russe de 1917.

Pratiquement à chaque fois que Marx

et Engels écrivirent contre l'anarchisme ou sur celui-ci, ils insistèrent que la disparition de l'Etat (c'est-à-dire d'un appareil spécial de répression) est une condition centrale de la société communiste. Et le « dépérissement de l'Etat » n'est pas non plus renvoyé à un avenir lointain. Comme le notait Lénine dans *l'Etat et la révolution*, dès sa formation un Etat ouvrier (la dictature du prolétariat) est radicalement différent d'un Etat bourgeois, ou de tous les Etats du passé basés

sur la domination d'une classe possédante et exploiteuse. Ainsi, la police et l'armée permanente sont remplacées par une milice populaire. Il n'y a pas de caste de bureaucrates gouvernementaux professionnels – au contraire, les postes d'autorité administrative sont assurés par des travailleurs démocratiquement élus. Mais cette prévision n'a pu être que partiellement réalisée par le régime bolchévique, étant donné l'extrême pauvreté de la Russie révolutionnaire et son encerclement par les impérialistes.

Où réside donc la différence fondamentale entre le marxisme et l'anarchisme sur l'Etat et la révolution? Lénine donne une réponse très précise à cette question: « Marx choisit la façon la plus incisive et la plus nette de poser la question contre les anarchistes: les ouvriers doivent-ils, en renversant le joug des capitalistes "déposer les armes" ou les utiliser contre les capitalistes afin de briser leur résistance? Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce donc sinon une "forme passagère" de l'Etat? »

Bien que *l'Etat et la révolution* ait été écrit peu avant la révolution d'Octobre, il ne fut publié en Russie que plusieurs mois après. Et il ne fut pas disponible dans les principales langues d'Europe de l'Ouest (allemand, français, anglais, italien) avant la fin 1918 ou 1919. De ce fait, l'impact de ce livre sur la gauche occidentale fut considérablement décuplé par la stature de principal dirigeant de la première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire acquise par son auteur. Cependant, on ne doit pas surestimer ce facteur. Les militants anarchistes et syndi-

calistes étaient généralement des caractères indépendants, qui étaient enclins à regarder la révolution russe et la politique et les doctrines de ses dirigeants avec un œil critique. Davantage que l'autorité du président du Conseil des commissaires du peuple de la Russie soviétique, ce fut le contenu intrinsèque de *l'Etat et la révolution* qui modifia l'attitude de beaucoup d'anarchistes et de syndicalistes envers le marxisme. Alfred Rosmer, qui avait commencé sa carrière comme anarchiste, avait alors été gagné à la cause du syndicalisme et, sous l'impact de la guerre et de la révolution bolchévique, était devenu un dirigeant du mouvement communiste français et international. Il décrit le livre de Lénine comme une « agréable révélation » pour les militants anarchistes et syndicalistes.

L'anarchisme et l'expérience de la révolution et de la contre-révolution

Si les anarchistes et les syndicalistes trouvaient que *l'Etat et la révolution* de Lénine était une agréable révélation, il restait une divergence fondamentale au sujet de la dictature du prolétariat. Beaucoup furent gagnés à ce concept et à ce programme non pas principalement à l'issue d'une discussion et d'un débat théoriques, mais sur la base de l'expérience réelle de la Révolution russe, et plus généralement de la tourmente révolutionnaire qui déferla sur l'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale.

L'insurrection d'Octobre et ses suites immédiates furent relativement peu sanglantes. Mais les éléments réactionnaires, regroupés autour des généraux ex-tsaristes, se replièrent sur les régions périphériques de l'ancien empire tsariste, où ils organisèrent des armées contre-révolutionnaires, les armées « blanches ». De la mi-1918 jusqu'à 1920, une guerre civile généralisée et féroce fit rage entre les armées rouges et blanches, de la côte baltique à la Sibérie orientale. Les Blancs étaient soutenus, armés et financés par les différentes puissances impérialistes (l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, le Japon), qui en outre avaient envoyé leurs propres corps expéditionnaires en Russie soviétique. En même temps, le monde capitaliste cherchait à affamer l'Etat ouvrier nouveau-né par un blocus économique.

Sous l'impact de ces événements, l'anarchisme russe se disloqua. Pendant la sanglante guerre civile, des anarchistes se retrouvèrent révolutionnaires prosoviétiques actifs, utopiques inoffensifs ou criminels terroristes anticommunistes. Paul Avrich, un historien contemporain et sympathisant fervent de l'anarchisme russe, le rappelle: « La campagne de terrorisme se poursuit pendant de longs mois, atteignant son point culminant en septembre 1919, quand un groupe d'"anarchistes clandestins", agissant de concert avec les SR [socialistes révolutionnaires] Suite page 8

Spartacist

(Edition française)

N° 30
Printemps 1997
(64 pages)
10 francs

Spartacist est inclus dans l'abonnement au Bolchévik

Le nouveau Spartacist édition française est la toute première publication en français d'une sélection de documents cruciaux du dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, centrés sur le combat pour construire un parti révolutionnaire prolétarien.

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Anarchisme...

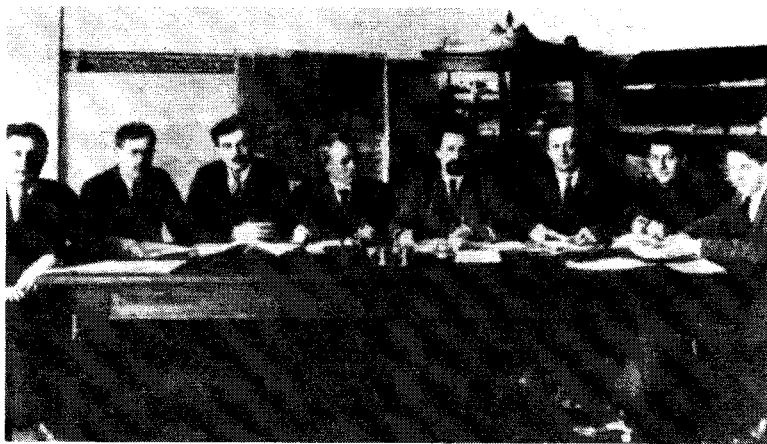
Suite de la page 7

de gauche, firent sauter le quartier général moscovite du Parti communiste, tuant ou blessant soixante-sept personnes » (*The Anarchists in the Russian Revolution*). La force contre-révolutionnaire la plus significative rassemblée sous le drapeau de l'anarchisme fut l'armée à base paysanne de Nestor Makhno, qui perpétra des pogromes contre les communautés juives et collabora avec les armées blanches contre les bolchéviks.

En même temps, comme le note Avrigh, il y avait « une petite armée d'anarchistes qui avaient pris les armes contre les Blancs pendant la guerre civile ». En août 1919, Lénine décrivait ceux qu'on appelait les « anarchistes soviétiques » comme « nos meilleurs camarades et amis ». Un exemple fameux est Vladimir (« Bill ») Chatov. Dans sa jeunesse, Chatov avait émigré aux Etats-Unis, où il était devenu un agitateur du mouvement syndicaliste Industrial Workers of the World (IWW). Il rentra en Russie juste après la révolution de février, et se jeta dans le mouvement ouvrier à Saint-Petersbourg (Petrograd). En octobre, il était membre du Comité révolutionnaire militaire du soviet de Petrograd, qui organisa sous la direction de Trotsky l'insurrection contre le gouvernement Kerensky. Pendant la guerre civile, Chatov servit comme officier dans la X^e armée rouge, puis comme ministre des transports dans la République extrême-orientale de Russie soviétique.

Chatov n'avait pas adhéré au Parti communiste, et affirmait rester fidèle aux idéaux de l'anarchisme, tout en critiquant son attitude naïve envers les dures réalités de la révolution sociale. Il expliqua ses conceptions aux anarchistes russo-américains Emma Goldman et Alexander Berkman juste après leur arrivée en Russie en 1920. Goldman raconte : « L'expérience russe lui avait appris que nous, les anarchistes, avions été les romantiques de la révolution, oublieux du coût qu'elle impliquerait, du terrible prix que les ennemis de la révolution feraient payer, des méthodes effroyables auxquelles ils auraient recours afin de détruire ses acquis. On ne peut pas combattre le feu et l'épée avec seulement la logique et la justice de son idéal. Les contre-révolutionnaires s'étaient entendus pour isoler et affamer la Russie, et le blocus prélevait un terrible tribut en vies humaines. L'intervention [impérialiste] et les destructions qui l'accompagnaient, les nombreuses offensives des Blancs, qui coûtaient un océan de sangs, les hordes de Denikine, Koltchak et Youdenitch [général blanc]; leurs pogromes, leur revanche bestiale, et les ravages provoqués partout avaient imposé à la révolution une guerre que ses inspirateurs les plus clairvoyants n'avaient jamais imaginée » (cité dans Avrigh, *The Anarchists in the Russian Revolution* [1973]).

Chatov rejetait ici en fait un aspect clé du dogme anarchiste. En reconnaissant



Workers Monthly

A gauche, la conférence de fondation de l'Internationale rouge en 1921. Son comité exécutif incluait d'anciens dirigeants syndicalistes comme Tom Mann, William Z. Foster et Andrés Nin.

que « nous » n'avions pas anticipé le « terrible prix que les ennemis de la révolution feraient payer », il allait droit au cœur de la vision du monde anarchiste. Le présupposé théorique fondamental de l'anarchisme est l'existence de principes moraux naturels partagés par tous les membres de l'humanité. Devant une conférence anarchiste internationale en 1907, le vétéran du bakouninisme italien Errico Malatesta déclarait : « La révolution anarchiste que nous désirons va bien au delà des intérêts d'une seule classe : elle propose la libération complète de l'humanité réduite en esclavage, du triple point de vue économique, politique et moral » (reproduit dans « Syndicalisme : une critique », *The Anarchist Reader* [1977], textes rassemblés par George Woodcock). Les anarchistes tenaient implicitement pour acquis qu'après la révolution, des membres de l'ancienne classe dirigeante se convertiraient à la vision libertaire, ou du moins s'inclineraient devant la volonté populaire et se réconcilieraient avec la nouvelle société libre et égalitaire.

De plus, la plupart des anarchistes, avec leur obsession provinciale de la décentralisation et leur mépris pour l'analyse marxiste scientifique du capitalisme en tant que système mondial, ne s'inquiétaient nullement de la question d'une intervention militaire étrangère contre le pays où la révolution arriverait la première au pouvoir. Il y avait certes des exceptions. Quelques années avant la guerre, deux syndicalistes français de premier plan, Emile Pataud et Emile Pouget, avaient écrit un livre intitulé *Comment nous arriverons à la révolution : le syndicalisme et la communauté coopérative*, sous forme de fable futuriste. Après l'arrivée au pouvoir des syndicalistes grâce à une grève générale révolutionnaire, la France est menacée d'invasion par une coalition d'Etats bourgeois dirigée par la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Mais cette menace est facilement écartée par l'invention et le déploiement de nouvelles armes d'une puissance fantastique, qui rendent imprenables les frontières de la communauté coopérative française. Ainsi, ils avaient recours à la science-fiction pour résoudre un problème évident de leur vision de la révolution.



Labor Herald

Dans une brochure écrite fin 1918, Lénine énonçait ce qui était alors devenu une vérité d'évidence : « Si les exploités ne sont battus que dans un seul pays, et c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploités sont immenses » (*la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*). Une révolution sociale où que ce soit en Europe débouchait clairement sur une guerre civile et une probable intervention militaire étrangère. Les principales forces militaires qui renversèrent la République hongroise des soviets au début de 1919 furent les armées roumaine et tchèque, toutes deux soutenues par la France et conseillées par des officiers français. Tout le monde savait qu'une insurrection ouvrière en Allemagne serait immédiatement confrontée aux Freikorps – des forces paramilitaires d'extrême droite bien organisées et fortement armées –, et qu'en cas de victoire elle devrait ensuite faire face aux armées des puissances impérialistes occidentales – la France, la Grande-Bretagne et, en réserve, les Etats-Unis.

De nombreux anarchistes et syndicalistes en étaient donc arrivés à reconnaître la nécessité de la dictature révolutionnaire du prolétariat du fait de la vie elle-même, souvent sous la forme d'une expérience personnelle traumatisante. Un bon exemple est donné par l'anarchiste et poète allemand Erich Mühsam. Au printemps 1919, Mühsam et un certain nombre de ses camarades anarchistes jouèrent un rôle central dans ce qu'on appela la République bavaroise des soviets à Munich, qui fut écrasée par les Freikorps. Pendant la terreur blanche qui s'ensuivit, Gustav Landauer, anarchiste bien connu et intellectuel pacifiste, fut battu à mort par les fascistes des Freikorps; Eugen Leviné et d'autres dirigeants communistes bavarois furent exécutés par le régime contre-révolutionnaire. Mühsam échappa à la mort, mais fut condamné à six ans de prison. A la fin de 1919, Mühsam, depuis sa prison, s'adressait à ses camarades anarchistes : « Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat ont donné à notre action une nouvelle base [...]. Plus d'obstacles insurmontables à une unification du prolétariat révolutionnaire tout entier. Les anarchistes communistes ont dû, il est vrai, céder sur le point le plus important de désaccord entre les deux grandes tendances du socialisme ; ils ont dû renoncer à l'attitude négative de Bakounine devant la dictature du prolétariat et se rendre sur ce point à l'opinion de Marx » (cité dans Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine* [1953]).

Montée du communisme, éclipse de l'anarchisme et du syndicalisme

Réaliser l'unité du prolétariat révolutionnaire dans les partis de l'Internationale communiste récemment fondée était tout sauf aisé. Amalgamer d'anciens sociaux-démocrates de gauche et d'anciens anarchistes et syndicalistes en un

groupe de cadres politiquement homogène aurait été, dans les meilleures des circonstances, un processus difficile et conflictuel. C'était rendu bien plus difficile encore par la situation de bouleversement révolutionnaire (et contre-révolutionnaire) dans laquelle beaucoup de partis communistes étaient venus au monde. L'appartenance à un parti communiste ne pouvait pas être basée simplement sur la défense de la Russie soviétique contre les Blancs et les impérialistes et sur l'acceptation théorique de la dictature prolétarienne comme transition vers une société sans classes et sans Etat. Il devait y avoir aussi un accord de base sur les tâches stratégiques et les tactiques – par exemple, participer ou non aux élections parlementaires, la politique envers les syndicats dirigés par des réformistes – qui gouvernaient les activités quotidiennes du parti.

La question de recruter et d'assimiler les militants anarchistes et syndicalistes dans l'Internationale communiste (Comintern) fut discutée à son Deuxième congrès, qui se tint à Moscou en juillet-août 1920. Le porte-parole de l'opposition à cette perspective fut Paul Levi, un jeune avocat qui était devenu le principal dirigeant du Parti communiste allemand (KPD) après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht par les Freikorps au début de 1919. Paul Levi, qui représentait l'aile la plus droitière du mouvement communiste, argumentait que l'écrasante majorité des travailleurs d'Europe centrale et d'Europe de l'Ouest comprenait déjà la nécessité d'un parti, et balayait d'un revers de main les anarchistes et les syndicalistes comme une frange gauchiste négligeable.

Trotsky répondit à cela que les sociaux-démocrates, eux aussi, comprenaient la nécessité d'un parti – un parti pour contenir, et si nécessaire réprimer, les impulsions révolutionnaires des travailleurs : « Juste parce que je sais que le parti est indispensable, et que je suis parfaitement conscient de la valeur du parti, juste parce que je vois [le social-démocrate allemand] Scheidemann d'un côté et, de l'autre, les syndicalistes américains, espagnols ou français, qui non seulement souhaitent lutter contre la bourgeoisie mais qui, contrairement à Scheidemann, veulent réellement lui arracher la tête – pour cette raison, je dis que je préfère discuter avec ces camarades espagnols, américains et français afin de leur prouver que le parti est indispensable pour remplir la mission historique qui leur incombe – la destruction de la bourgeoisie. J'essaierai de leur prouver d'une manière fraternelle, sur la base de ma propre expérience » (« Discours sur le rapport du camarade Zinoviev sur le rôle du parti »).

Malheureusement, l'approche de Levi vis-à-vis des anarchistes et des syndicalistes qui évoluaient vers le communisme était très différente. Fin 1919, il avait délibérément chassé du KPD plusieurs dizaines de milliers de militants de la « gauche », en les qualifiant de « putschistes ». Un certain nombre d'entre eux formèrent alors leur propre parti, le Parti communiste des ouvriers d'Allemagne, un amalgame instable entre politiques anarchiste et marxiste. Lénine intervint per-

Suite page 14

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) – Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

143

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

A bas la répression coloniale en Guyane !

12 juillet - Nous reproduisons ci-dessous la déclaration que nous avons distribuée lors des différents rassemblements organisés contre la répression en Guyane. A ce jour, cinq militants sont toujours emprisonnés. Libération immédiate !

En finir avec la misère et l'oppression en Guyane, avoir une société de prospérité et de liberté ne pourra se faire qu'en renversant le joug colonial de l'impérialisme français et en établissant une économie socialiste planifiée, à l'échelle du continent. Le sort de la Guyane est donc lié à la révolution ouvrière en Amérique latine et en particulier dans le Brésil voisin, avec sa puissante classe ouvrière. Les effets d'une telle révolution secourraient l'Amérique, du sud au nord, y compris les Etats-Unis où les composantes noire et hispanique de la classe ouvrière seraient essentielles dans l'extension de la révolution à cette métropole impérialiste.

Une telle révolution aurait des répercussions dans la métropole impérialiste en France, entre autres à travers le lien vivant de l'immigration guyanaise. Ce lien serait tout aussi déterminant en cas

de révolution en France. celle-ci ne peut avoir lieu que si la classe ouvrière lutte consciemment contre la répression dans les colonies et pour leur indépendance. Et la construction d'un parti révolutionnaire luttant pour développer une telle conscience est clé. C'est ce parti, armé du programme de la révolution permanente, que la LCI construit.

Cinq mois après la révolte de la jeunesse guyanaise déclenchée par la répression policière brutale de manifestations de collégiens et de lycéens en novembre 1996, la répression coloniale s'est à nouveau déchaînée en Guyane. Plusieurs militants indépendantistes, dont plusieurs dirigeants du PNPG (Parti national populaire guyanais) et du syndicat UTG (Union des travailleurs guyanais) ont été arrêtés début avril en même temps que plusieurs dizaines de jeunes. Accusés d'avoir participé à l'incendie du domicile d'un magistrat en novembre dernier, ils ont été emmenés en Martinique, enchaînés, sur un navire militaire - un traitement dégradant qui évoque immédiatement,

pour tous les Guyanais, les déportations d'esclaves noirs « Annan Kal Bato » [à fond de cale], et celles des ennemis du colonialisme français, de Toussaint L'Ouverture à Béanzin.

En même temps qu'il envoie des renforts de gendarmes mobiles en Guyane, l'impérialisme français expédie sa soldatesque en Afrique centrale pour tenter de préserver sa domination néocoloniale menacée par l'écroulement du régime de Mobutu, et aussi en Albanie pour désarmer la population et rétablir l'« ordre » impérialiste. Troupes françaises hors d'Afrique, des Balkans et des DOM-TOM!

Cette provocation colonialiste délibérée a provoqué une nouvelle flambée de révolte, sauvagement réprimée par les gendarmes mobiles dont les blindés quadrillent Cayenne, tandis que les arrestations, les rafles et déportations de militants indépendantistes se multipliaient. Dans la nuit du 23 avril, des gendarmes mobiles ont ainsi grièvement blessé le jeune Rémy Danglade, qui sortait de chez lui pour fermer sa voiture à clé, en lui tirant une grenade

lacrymogène à bout portant en plein visage; juste avant de s'écrouler, le jeune homme entendit un des gendarmes expliquer qu'il fallait « finir le stock ». Ce sont les mêmes nervis racistes du capital qui, en France, matraquent les travailleurs de Renault en grève et terrorisent la jeunesse « immigrée » des banlieues-ghettos.

Le 29 avril, l'UTG a appelé à une grève générale et à une manifestation qui a réuni 5000 personnes dans les rues de Cayenne pour exiger la libération et le retour des militants déportés en Martinique. Face à la répression coloniale, les travailleurs et le peuple guyanais doivent recevoir la solidarité active du mouvement ouvrier français. Nous exigeons la libération immédiate de toutes les victimes de la répression coloniale, y compris les jeunes condamnés après la révolte de novembre, la levée de toutes les inculpations, et le retrait des forces de répression de l'impérialisme français de la Guyane et des autres vestiges de son empire colonial. **Indépendance des DOM-TOM! A bas la répression coloniale en Guyane!**

Victoire pour les trois anti-Klan de Chicago !

L'article ci-dessous est adapté de Workers Vanguard (n°668, 16 mai), le journal de nos camarades de la Spartacist League/US.

« Justice! » Avec ce seul mot, un juré noir dans le procès contre les trois anti-Klan de Chicago a résumé le tonitruant verdict « non coupables » prononcé par le jury après un peu moins d'une heure de délibérations. Alors que les partisans des militants anti-Klan qui avaient rempli le tribunal chaque jour du procès se réunissaient dans les couloirs pour saluer cette victoire de tous les ennemis de la terreur raciste, plusieurs jurés sont venus serrer la main des accusés. Décrivant comment ils avaient abouti à cette décision après quatre jours d'un procès qui s'était ouvert le 5 mai, un autre juré déclarait: « Nous avons argumenté que cette affaire était beaucoup plus importante que ce qui était arrivé à ce rassemblement du Klan. Tous les jours, les gens dans ce pays voient leurs droits civils diminués. »

Gene Herson, coordinateur syndical du Partisan Defense Committee (PDC), Jeff Lyons, de Refuse & Resist, et Dennis Glass, un jeune travailleur noir, risquaient entre un et deux ans de prison pour des accusations montées de toutes pièces par la police de Chicago. Les accusations avaient pour origine une manifestation réussie - à l'initiative du PDC et de la Labor Black Struggle League - qui avait repoussé une attaque potentiellement mortelle des terroristes du Ku Klux Klan sur la place Daley, le 29 juin 1996 à Chicago. L'arrestation de ces militants antiracistes était un acte manifestement malveillant, visant à justifier les attaques de la police contre la manifestation anti-Klan ce jour-là. Cet acte faisait aussi partie d'une longue série de tentatives de la part de la municipalité et de la police de réprimer les protestations sociales, en particulier en préparation de la convention du Parti démocrate qui s'est tenue à Chicago l'été dernier.

Des témoins oculaires et d'autres preuves présentées lors du procès ont décrit de façon précise les nervis du Ku Klux Klan - armés de boucliers rivetés et de lourdes hampes de drapeau - qui avaient marché de façon provocatrice à la

rencontre des manifestants antifascistes. Après que les manifestants se soient défendus efficacement et aient stoppé ces terroristes lyncheurs, la police de Chicago est intervenue pour rendre leurs armes au Ku Klux Klan. Les flics ont ensuite entrepris de prendre leur revanche contre les manifestants anti-Klan. Gene Herson, un des organisateurs de la manifestation anti-Klan, fut l'un des premiers à être pris à partie. Dans une attaque qui ne répondait à aucune provocation, le commandant de police Patrick McNulty - le flic le plus haut gradé sur place - a arrosé Herson de gaz lacrymogène en plein visage. Alors que Herson était soigné, McNulty le fit arrêter sous l'accusation de coups et blessures à agent des forces de police.

Le procureur a été obligé d'abandonner ces accusations bidons le premier jour du procès, mais les flics et le tribunal ont continué leur vendetta judiciaire contre Jeff Lyons et Dennis Glass. Les seuls témoins à charge étaient les trois policiers qui avaient procédé aux arrestations, et leurs témoignages n'étaient qu'un tissu de mensonges contradictoires. Cependant, le procureur a essayé de « démontrer » que les manifestants antifascistes avaient attaqué la police en répétant jusqu'à plus soif un mot d'ordre de la manifestation, « Les flics et le Klan sont main dans la main! »

Mais les témoins de la défense, dont certains étaient de jeunes Noirs volontaires du programme d'« été syndical » de l'AFL-CIO quand ils ont participé à la manifestation anti-Klan, ont témoigné avec force que « les flics et le Klan sont main dans la main » correspondait parfaitement à ce qu'ils avaient vu le 29 juin sur la place Daley. Les flics ont protégé le Klan quand celui-ci s'est déchaîné contre les manifestants anti-Klan - y compris après que le Klan ait été escorté de la place et qu'une armada de flics se soit avancée dans la manifestation, matraques au poing.

Une jeune collègue noire de Dennis Glass à McDonald, âgée de 16 ans, raconta comment elle était derrière lui dans la manifestation quand il fut saisi, menotté et emmené par une escouade de flics, sans aucun motif. Glass vit dans le

quartier d'Austin à Chicago, où un scandale de corruption impliquant des policiers a obligé les tribunaux à casser 85 condamnations pour des délits liés à la drogue, principalement de jeunes Noirs. Le 29 juin, il a été lui-même la victime de la machine à coups montés des flics, accusé de coups et blessures avec arme. La prétendue « arme » utilisée pour donner ces coups et blessures qui n'ont jamais existé était un tube en carton utilisé pour tenir une pancarte!

Jeff Lyons avait été accusé par McNulty d'avoir fait entrave à une arrestation. Il était venu protester contre le harcèlement par la police d'un groupe racialement intégré de volontaires du programme d'« été syndical »; il a été frappé à la poitrine par un flic, jeté à terre avant d'être plaqué contre une voiture et arrêté. McNulty témoigna sous serment que Lyons l'avait agrippé par le bras alors qu'il était en train d'arrêter un activiste noir du programme d'« été syndical » qui avait pris McNulty en photo. Les témoins affirmèrent que Lyons n'était pas à ce moment-là à proximité de McNulty, et que McNulty n'était même pas en train d'arrêter un photographe.

Une victoire pour tous les ennemis de la terreur raciste

Le lendemain soir de l'annonce du verdict « non coupables », plus de 90 personnes ont participé à un rassemblement de la victoire. Parmi les présents, deux jurés, plusieurs témoins de la défense, l'équipe des avocats de la défense ainsi que des syndicalistes présents dans le tribunal en solidarité avec les trois anti-Klan. Devant l'assemblée, Dennis Glass déclara: « Ce n'est pas seulement une victoire pour les trois accusés. C'est une victoire pour tous ceux qui se dressent contre le Ku Klux Klan pour l'empêcher de prêcher sa haine raciale. » Jeff Lyons souligna que « du début à la fin - depuis ceux qui sont venus manifester contre le Klan le 29 juin jusqu'aux témoins et aux jurés, en passant par les avocats qui ont combattu les accusations mensongères des flics au tribunal - tout le monde a fait ce qu'il devait faire. »

Gene Herson a longuement insisté sur l'affaire Cassandra Seay, qui était pré-

sente pour célébrer la victoire des trois anti-Klan. En 1987, Seay et sa mère avaient été brutalement tabassées et arrêtées par les flics de Chicago, puis accusées d'avoir agressé les flics qui les avait persécutées. Herson souligna que cette machination policière avait été mise en échec par la mobilisation de la puissance sociale des syndicats des transports racialement intégrés de Chicago, et dénonça les dirigeants traîtres de l'AFL-CIO qui n'ont rien fait pour mobiliser leur base contre la provocation du Ku Klux Klan en juin 1996.

Prenant la parole dans le rassemblement de la victoire, Ed Clarkson, porte-parole de la Spartacist League/US, déclara en conclusion: « Je pense qu'il y a quelque chose d'intéressant et de symptomatique ici. Un des jurés l'a très bien dit, finalement il y a la "justice". La chute de l'Union soviétique a mis en place une situation où tous les gens sont attaqués. Et malheureusement, aujourd'hui ils subissent ça passivement. Donc c'est intéressant quand des gens ont une occasion rare d'exprimer leur indignation contre une injustice, même si c'est sous une forme très étrange - parce que la norme pour les jurys est qu'ils doivent se plier au système de l'Etat capitaliste. Il faut noter que ce n'est pas le seul jury dans ce pays qui a été défavorablement disposé à l'égard de l'Etat. Cela exprime quelque chose, qu'il y a des réservoirs d'indignation dans cette société dans lesquels nous devons puiser, en mobilisant le mouvement ouvrier derrière une direction communiste, pour une révolution socialiste. Nous avons besoin de fêter nos héros, de savourer cet agréable moment, et nous avons besoin d'aller de l'avant. »

Les victoires coûtent cher!

La défense couronnée de succès des trois anti-Klan de Chicago - et du droit de manifester contre la terreur raciste - a coûté des milliers de dollars. Envoyez vos contributions aux frais de justice (avec la mention: « manifestants anti-Klan ») à l'ordre du CDDC à l'adresse suivante: Comité de défense sociale, BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

« Euromarche »...

Suite de la page 1

toute la deuxième guerre froide, qui avait commencé avec la réaction hystérique des impérialistes à l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan en 1979, des groupes comme le SU, le groupe Workers Power basé en Grande-Bretagne et le Socialist Workers Party de Tony Cliff, ont fait écho à leurs propres classes dirigeantes et à leurs laquais réformistes en soutenant toutes sortes de racailles contre-révolutionnaires dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est. C'est ainsi qu'ils ont soutenu les mouvements nationalistes baltes infestés de nazis; Solidarność, dirigé par Lech Walesa (le seul « syndicat » au monde soutenu par le Vatican, Reagan et Thatcher); et le coup d'Etat d'Eltsine en Russie en août 1991. Après l'écroulement de l'Union soviétique, des groupes comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le groupe français affilié au SU, jouent maintenant plus ouvertement le rôle de groupes de pression sociaux-démocrates sur les partis réformistes de masse et de conseillers des sommets de la bureaucratie syndicale.

Tout en maintenant leur engagement en faveur du projet de Maastricht, les socialistes de Lionel Jospin ont cherché cyniquement à exploiter le fort sentiment d'hostilité à Maastricht qui existe dans la classe ouvrière. Dans le but de calmer l'agitation ouvrière qui a secoué la France, le PS prodigue de creuses platitudes libérales sur une « réorientation de la construction européenne » autour de politiques « au service de l'Homme ». Mais les héritiers de Mitterrand ne sont pas moins engagés à servir les intérêts de la Bourse de Paris que les gouvernements socialistes d'hier, dont le programme économique était résumé par le « franc fort » et Maastricht. Le nouveau gouvernement de « cohabitation » de Chirac et Jospin, avec la participation du PCF, poursuivra les attaques brutales contre la classe ouvrière et les pauvres, la terreur policière contre les minorités raciales en France et le brigandage impérialiste en Afrique et dans les autres colonies et néocolonies françaises. Le fasciste Le Pen a même nettement laissé entendre que ses partisans devaient voter pour les candidats du front populaire au deuxième tour des élections, contre Chirac et Cie.

Faisant écho au PS de Jospin, les organisateurs de la marche, dans une lettre aux organisations participantes, déclarent que son objectif fondamental est de « renverser tout le cours de la politique économique et sociale de l'Union européenne et des gouvernements nationaux ». De fait, le programme de l'« Euromarche » ne s'oppose même pas, ni à l'Union européenne ni au traité de Maastricht, tandis que ses organisateurs du SU se flattent d'avoir le soutien de « ceux qui sont contre le traité par principe et ceux qui ne le sont pas » (Socialist Outlook, mars 1997). Si certains des participants parlent d'« Europe so-

cial » ou d'« Europe socialiste unie », ils soutiennent tous les lieutenants ouvriers sociaux-démocrates et ex-staliniens du capital - le Parti démocratique de la gauche et Rifondazione Comunista (RC), qui respectivement participent au gouvernement capitaliste pro-austérité de front populaire en Italie ou le soutiennent; le PS et le PCF en France; le « nouveau » Parti travailliste de Blair en Grande-Bretagne. Les groupes britanniques impliqués dans l'« Euromarche » publiaient ainsi dans leur presse des appels en caractères géants à voter travailliste.

Au contraire, la LCI affirme qu'une résistance efficace à l'offensive capitaliste actuelle nécessite une perspective et un programme révolutionnaires et internationalistes. Les bourgeoisies européennes sont déterminées à lancer des attaques féroces contre la classe ouvrière, à sabrer l'emploi, les salaires et les programmes sociaux, ce qui frappera plus durement encore les couches les plus vulnérables de la société. Les capitalistes qui nous gouvernent, et qui utilisent le racisme pour diviser la classe ouvrière et pour empoisonner la conscience de classe des travailleurs, transforment les immigrés, les demandeurs d'asile et les minorités raciales en boucs émissaires. Alors que la restauration capitaliste dévaste l'Europe de l'Est, et que l'expansion impérialiste plonge les masses du « tiers monde » néocolonial dans une misère de plus en plus abjecte, un nombre toujours croissant de réfugiés se voient refuser l'entrée dans la « forteresse Europe » ou en sont expulsés, et subissent la terreur raciste meurtrière des flics et des fascistes, qui se sont développés de façon spectaculaire en France, en Italie, en Allemagne et en Autriche.

Le fascisme se nourrit du chômage de masse et du désespoir, et dans toute l'Europe la terreur raciste contre les immigrés et les Roms (Tsiganes) est le fer de lance des attaques capitalistes contre le niveau de vie de la classe ouvrière tout entière. Les intérêts de la classe ouvrière et des minorités doivent être défendus ensemble, ou ils reculeront séparément. C'est pourquoi la défense des communautés immigrées contre les attaques du gouvernement et des fascistes, centrée autour de la revendication des **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et demandeurs d'asile** est cruciale pour faire avancer les luttes ouvrières en Europe de l'Ouest.

En outre, comme nous l'écrivions l'année dernière (Spartacist édition française n° 29, été 1996): « [...] les prolétaires à la peau foncée d'Europe de l'Ouest ne sont pas de simples victimes sans défense mais une composante très importante des forces capables de détruire le système capitaliste raciste. Les travailleurs des transports caribéens et les infirmières d'Asie du Sud en Grande-Bretagne, les ouvriers de l'automobile maghrébins, arabes et berbères, en France, les mineurs de charbon turcs et les ouvriers de la chimie kurdes en Allemagne joueront un rôle important dans une révolution prolétarienne européenne. Ces travailleurs constituent un pont vers les masses ouvrières et paysannes du tiers monde néocolonial, un lien vivant dans une perspective internationale socialiste. Pour transformer cette perspective en réalité, il faut avant tout construire des partis révolutionnaires et forger la Quatrième Internationale sur la base des principes de Lénine et de Trotsky. »

Pour une lutte prolétarienne contre l'Union européenne

Les puissances d'Europe de l'Ouest craignent maintenant que l'objectif principal du traité de Maastricht en 1992, la mise en place de l'« union monétaire », ne doive être repoussée ou abandonnée. Les élections françaises avaient été provoquées par Chirac afin d'obtenir un mandat pour de nouvelles attaques contre la classe ouvrière, dans le but de satisfaire dans les délais les critères de l'union

monétaire. Mais la victoire de la coalition dirigée par les socialistes doit beaucoup à un vote de protestation contre les coupes sombres perpétrées par le gouvernement, qui ont également provoqué les grèves massives du secteur public de décembre 1995. Il paraît peu probable que l'Allemagne impérialiste elle-même satisfasse à ses propres critères économiques pour l'union monétaire.

Comme le notait la Ligue trotskyste de France, section de la LCI, dans sa déclaration du 15 mai sur les élections françaises: « Si demain, face aux luttes

pour la classe ouvrière un poison qui attise les flammes du racisme en dressant les unes contre les autres différentes couches de la classe ouvrière dans chaque pays et les classes ouvrières des différents pays.

La puissance de la classe ouvrière doit être mobilisée pour lutter pour une échelle mobile des salaires et des heures de travail, sans perte de salaire, afin de répartir le travail entre toutes les mains ouvrières et de maintenir le niveau de vie des travailleurs. Les tentatives des patrons pour créer un salariat à deux



Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk, dont la fermeture est annoncée, sont parmi les victimes de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS.

ouvrières, l'« union monétaire » était abandonnée ou repoussée aux calendes grecques, ce serait une victoire pour les travailleurs, qui dans toute l'Europe, opposent une résistance acharnée à l'offensive capitaliste [...]. Cependant, une telle victoire serait nécessairement temporaire et réversible. Dans le système capitaliste, il est impossible d'en finir avec le chômage, l'austérité et le racisme. »

Certaines organisations réformistes, comme le Socialist Labour Party (SLP) d'Arthur Scargill et le Parti communiste français, présentent l'Union européenne et le traité de Maastricht comme la cause fondamentale de la montée du chômage, des coupes sombres gouvernementales et de l'aggravation générale de la situation économique. Ceci obscurcit le fait qu'avec ou sans le traité de Maastricht, l'ennemi principal des travailleurs dans chaque pays est « leur » bourgeoisie. Il est important de rappeler ici que la Grande-Bretagne de Thatcher a été la première à démanteler l'« Etat-providence », des années avant qu'on commence à parler sérieusement de monnaie commune européenne. Pendant la plus grande partie des années 1980, le gouvernement du président socialiste français François Mitterrand (soutenu par le PCF) a mené une austérité monétariste impitoyable. Ceci a eu pour résultat une augmentation continue du taux de chômage, qui était de 6% à l'arrivée au pouvoir de l'« union de la gauche » en 1981 et avait été multiplié par deux à l'époque du remplacement de Mitterrand par Chirac, il y a deux ans.

Notre opposition à Maastricht et à l'Union européenne est basée sur une perspective prolétarienne et internationale, à l'opposé du protectionnisme nationaliste colporté par le PCF et le SLP, avec leurs appels respectifs à « produire français » et à « stopper les importations de charbon » en Grande-Bretagne. En 1992, Scargill, le dirigeant du syndicat des mineurs, se retrouvait côte-à-côte à la même tribune avec Winston Churchill Jr., un raciste notoire, à l'occasion d'une campagne censément destinée à « sauver le charbon britannique ». De même, Klaus Zwickel, le dirigeant du syndicat allemand IG Metall, réclame des « quotas d'immigration » racistes pour « réduire les tensions du marché du travail allemand », tandis que le syndicat allemand du bâtiment a organisé une manifestation explicitement contre les travailleurs portugais, polonais et russes. Le nationalisme est

vités visent aussi à dresser les jeunes et les immigrés contre les syndicats. Aujourd'hui plus que jamais, les syndicats doivent lutter pour organiser tous les travailleurs non syndiqués et les chômeurs. Nous luttons pour des syndicats industriels qui organisent tous les travailleurs d'une même industrie. La crise du chômage et les attaques contre la protection sociale frappent plus durement encore les femmes. Nous exigeons à travail égal, salaire égal, et des crèches gratuites ouvertes 24 heures sur 24. Pour que ces revendications soient satisfaites, il faut la mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

La classe ouvrière doit combattre la terreur raciste

Le danger mortel du nationalisme est apparu clairement à Berlin-Hellersdorf en février dernier, quand les « Jeunes nationaux-démocrates » hitlériens ont tenté de se livrer à une provocation raciste meurtrière derrière le mot d'ordre « Du travail pour les Allemands d'abord ! » Mais la provocation des skinheads nazis a été mise en échec par une mobilisation de front unique qui a réuni des centaines de manifestants antifascistes. Cette victoire modeste mais politiquement significative contre les fascistes, qui ont été contraints de s'enfuir sous forte protection policière, a nécessité une bataille politique pour contrer les efforts démobilisateurs des sociaux-démocrates du SPD et du PDS. Ceux qui voulaient stopper les nazis ont été mobilisés sous la direction de nos camarades du Spartakist Arbeiterpartei (SpAD).

Fondamentalement, les réformistes se tournent vers les forces de l'Etat capitaliste raciste pour qu'il s'occupe des fascistes. Mais toutes les interdictions et autres mesures de l'Etat bourgeois contre les fascistes, ces bandes armées pour la défense du capital que la bourgeoisie garde en réserve pour les utiliser contre le prolétariat, seront en fin de compte dirigées contre les organisations ouvrières. Au contraire, nous savons que pour écraser les bandes fascistes, il faut mobiliser la puissance sociale du prolétariat organisé, mobilisé à la tête de tous les opprimés. Cette perspective a été illustrée par les actions de front unique de masse organisées à l'initiative de la Spartakist League/US et qui ont stoppé des provocations du Ku Klux Klan et des nazis

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

dans un certain nombre de villes.

C'est la politique des partis réformistes de masse - qui sont vus comme faisant partie intégrante de l'« establishment », voués à protéger un statu quo capitaliste de plus en plus insupportable - qui en fait engendrer la montée de la menace fasciste. Ces réformistes n'offrent rien d'autre que davantage d'austérité, de chômage, d'attaques contre les programmes sociaux, d'expulsions en masse d'immigrés « clandestins ». Les fascistes ont alors beau jeu de se présenter aux yeux de la petite-bourgeoisie et des travailleurs les plus arriérés comme la seule alternative « radicale » à l'ordre établi.

Il est nécessaire d'opposer à la démagogie chauvine de Le Pen ou de l'Autrichien Haider, qui promettent d'en finir avec le chômage en expulsant les immigrés en masse, la réorganisation socialiste des économies européennes, qui seule peut offrir des emplois pour tous, avec une augmentation rapide du niveau de vie. Comme l'écrivait Trotsky en 1930, quand le parti nazi, sous l'impact de la grande récession économique, commençait à menacer réellement de prendre le pouvoir : « *Le problème du chômage est un des facteurs capitaux de la crise politique. La lutte contre la rationalisation capitaliste et pour la journée de 7 heures reste entièrement à l'ordre du jour [...]. Les Etats-Unis soviétiques d'Europe, tel est le seul mot d'ordre juste qui ouvre une issue au morcellement de l'Europe, morcellement qui menace non seulement l'Allemagne, mais toute l'Europe d'une complète décadence économique et culturelle. Le mot d'ordre de l'unification prolétarienne de l'Europe est en même temps une arme très importante dans la lutte contre le chauvinisme abject du fascisme, son agitation contre la France, etc.* » (« Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne », septembre 1930).

Un « super-Etat » capitaliste européen : utopique et réactionnaire

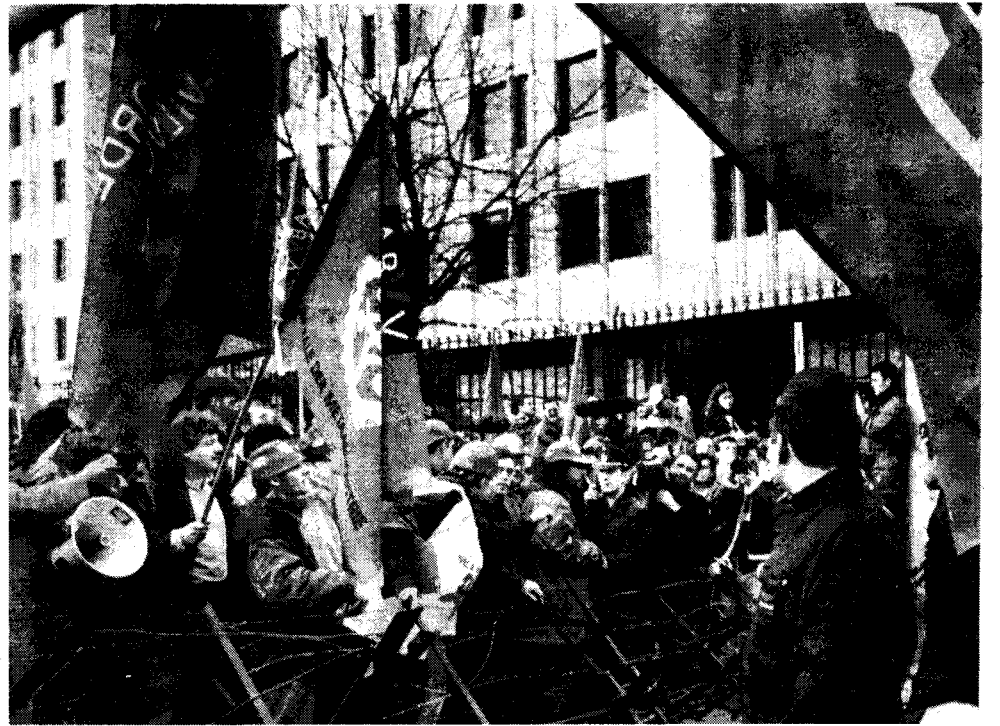
La Communauté économique européenne, précurseur de l'Union européenne, avait été mise en place au milieu des années 1950 comme appendice économique de l'alliance militaire de l'OTAN contre le bloc soviétique. Elle avait été précédée par le plan Marshall, le plan de Guerre froide appliqué par l'impérialisme américain à la fin des années 1940. Mais depuis la contre-révolution dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est, le Quatrième Reich réunifié domine de plus en plus l'Union européenne, et la Bundesbank a entrepris d'imposer l'austérité de la Méditerranée à la Baltique. La nouvelle tentative de l'Allemagne d'imposer son hégémonie en Europe a provoqué

de violentes divisions au sein des classes dirigeantes des autres pays de l'Union européenne, en particulier chez ses rivaux des deux guerres mondiales, la Grande-Bretagne et la France. Le ministre des Affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, a prédit que la conférence d'Amsterdam serait une « nuit des longs couteaux », une manière qui fait froid dans le dos de rappeler que le Quatrième Reich allemand est l'Etat qui a succédé au Troisième Reich de Hitler.

Le contrôle de la quantité de monnaie à l'intérieur de ses frontières est une prérogative économique fondamentale d'un Etat bourgeois, prérogative qui est étroitement liée à d'autres instruments de politique économique. Un système monétaire stable basé sur l'« euro » nécessiterait des restrictions sévères et permanentes des impôts et des dépenses gouvernementales dans tous les Etats membres de l'Union européenne. C'est précisément ce qu'exigent aujourd'hui Kohl et la Bundesbank. Mais comme le capitalisme est organisé sur la base d'Etats nationaux distincts, ce qui constitue en soi la cause des guerres impérialistes à répétition pour rediviser le monde, il est impossible de mettre en place un Etat bourgeois pan-européen stable. Un « super-Etat » impérialiste européen ne peut être réalisé que par les méthodes d'Adolf Hitler, et non par celles de Jacques Delors, l'architecte social-démocrate français de Maastricht. Si le projet de monnaie commune européenne de Maastricht devait voir le jour, ce serait seulement une péripétie brève et conflictuelle.

L'idée d'une évolution graduelle vers des « Etats-Unis d'Europe » sous le capitalisme est une chimère utopique. Lénine dénonçait sans ambiguïté cette conception en 1915 : « *Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires [...]. Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique [...].* » (« A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », août 1915).

Dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, Marx et Engels notaient que le système capitaliste avait créé un marché mondial, jetant ainsi la base de l'internationalisme prolétarien. Seule la prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière, et l'établissement de la dictature du prolétariat au moins dans plusieurs pays capita-



Jérôme de Perlinghi

Les mobilisations de la classe ouvrière secouent l'Europe. Ici, les ouvriers de Renault-Vilvorde manifestent à Bruxelles le 7 mars dernier.

listes avancés, permettra la mise en place d'une économie rationnellement planifiée qui mettra la capacité productive de l'Europe au service des peuples du monde entier. C'est seulement sur cette base que nous pouvons parler d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

La frange gauche de la social-démocratie européenne

C'est la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique qui constitue le cadre des attaques actuelles contre la classe ouvrière et les immigrés. En Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, les conséquences dévastatrices de la restauration capitaliste sont manifestes, depuis les massacres intercommunautaires jusqu'à la multiplication du nombre des mal nourris et des sans-abris. En Pologne et ailleurs, les femmes ont été chassées du monde du travail, tandis que le droit à l'avortement a été brutalement restreint. L'impact de la contre-révolution, tant dans les ex-Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés qu'au niveau international, souligne à quel point était profondément juste la position trotskyste sur la question russe : pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats ouvriers déformés contre les attaques impérialistes et la contre-révolution interne, et pour la révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne. Ceci reste notre programme pour les Etats ouvriers déformés qui subsistent, la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba.

En 1979, nous disions « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan » et « Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ». Nous notions que l'Armée rouge défendait l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme, et était du côté du progrès social en défendant les droits des femmes contre les moudjahidins réactionnaires soutenus par la CIA. En Pologne, à partir du moment où Solidarność s'est consolidé autour d'un programme ouvertement impérialiste, à l'automne 1981, nous avons appelé à « Stopper la contre-révolution de Solidarność ! » Huit ans plus tard, nous avons jeté toutes nos forces en Allemagne de l'Est pour chercher à donner une direction révolutionnaire à la révolution politique embryonnaire qui avait éclaté avec l'ouverture du Mur de Berlin. Tandis que Gorbatchev donnait le feu vert à la réunification capitaliste et que les staliniens du SED/PDS bradaient la RDA, nous nous sommes opposés inconditionnellement à l'Anschluss (annexion) capitaliste de l'Etat ouvrier déformé est-allemand par l'impérialisme ouest-allemand. Nous avons lutté pour une « Allemagne rouge des conseils ouvriers », partie intégrante d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

Aujourd'hui, alors que les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest pérorent sur la « mort du communisme » et démantèlent les programmes d'Etat-providence, les partis sociaux-démocrates et ex-staliniens de masse, déjà bien dociles, ont évolué encore davantage vers la droite. Au premier rang figure le « nouveau » Parti travailliste de Tony Blair en Grande-Bretagne, que ses dirigeants veulent transformer en un parti totalement bourgeois sur le modèle du Parti démocrate américain de Clinton. Le parti de Blair a abandonné ses dernières prétentions à représenter les intérêts de la classe ouvrière, et est décidé à rompre les liens du Parti travailliste avec les syndicats.

S'alignant sur ce glissement vers la droite, toute une série de groupes pseudo-trotskystes acceptent ouvertement le mensonge que le capitalisme pourrait être réformé. Un des plus petits groupes centristes qui participent à la campagne de l'Euromarche, le groupe britannique Workers Power (WP) et sa Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire (LICR) soutiennent en fait que l'Union européenne et une monnaie commune européenne sont progressistes, du moins potentiellement. WP a adopté une position abstentionniste dans les référendums sur Maastricht en 1992. Faisant écho à l'enthousiasme du Parti travailliste sur la « charte sociale » de l'Union européenne, ils argumentaient que « *les clauses du traité de Maastricht peuvent aussi être une base pour étendre les droits et les acquis aux Etats où la classe ouvrière n'a jamais conquis de tels acquis, ou les a perdus* » ; WP ajoutait que « *dans une certaine mesure, les travailleurs européens seront mieux armés pour riposter à une échelle continentale après la mise en place des critères de Maastricht* » (Workers Power, juin 1992).

Aujourd'hui, ces socialistes de l'Union européenne continuent à soutenir que Maastricht est préférable à un capitalisme nationallement « isolé » : « *Les Etats nationaux devront mener des politiques également anti-ouvrières, qu'ils soient ou non dans l'Union européenne. Dans la mesure où ils seront rejetés vers des marchés plus étroits et seront confrontés à une concurrence plus féroce, leurs capitalistes devront doubler leurs attaques.* » (« Construisons une Europe socialiste unie ! », Workers Power, mai 1997).

A sa manière, la LICR fait ici écho aux menaces de la Bundesbank et des financiers internationaux, comme quoi tout Etat membre de l'Union européenne qui n'acceptera pas une monnaie commune sera confronté à une fuite massive de capitaux, et subira des déboires économiques pires que ceux qui résultent des critères de convergence de Maastricht. Le même genre d'argument est aussi utilisé à la fois par les capitalistes et par les

Suite page 12



Agression de la candidate du PS à Mantes-la-Jolie par Le Pen et ses nervis durant les dernières élections. Pour écraser les fascistes, il faut mobiliser, à la tête de tous les opprimés, le pouvoir social du prolétariat organisé.

« Euromarche »...

Suite de la page 11

bureaucrates syndicaux pour s'opposer à des hausses des salaires et des prestations sociales dans le cadre d'un Etat-nation européen particulier.

La réponse de la LICR à Maastricht est une caricature de crétinisme parlementaire : « Dissoudre le parlement européen, qui n'a aucun pouvoir, et convoquer une assemblée constituante de toute l'Europe (organisée et défendue par les organisations ouvrières) pour déchirer le traité de Maastricht et pour élaborer un nouveau plan ouvrier de convergence économique et politique, destiné à satisfaire les besoins des travailleurs, non ceux de la classe dirigeante. » (Workers Power, janvier 1997).

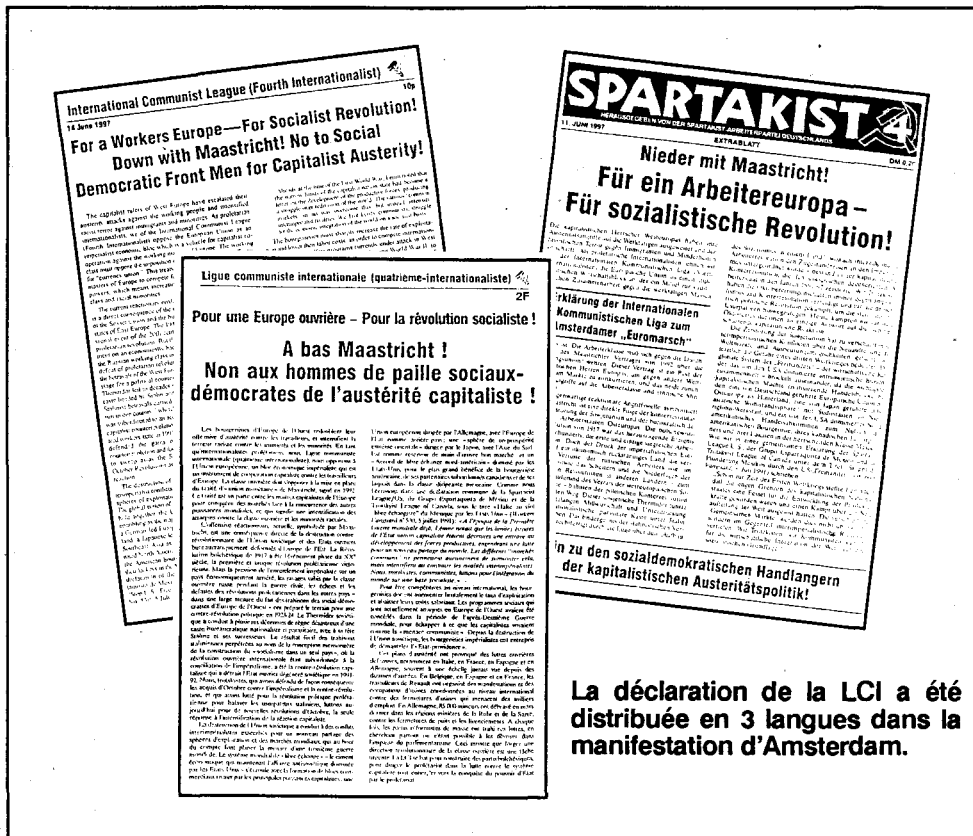
Pourquoi ne pas déchirer aussi le traité de l'OTAN, pendant qu'ils y sont ? Ou « ouvrir les frontières » des Etats bourgeois - une autre revendication utopique avancée par Workers Power ? Le traité de Maastricht est un accord entre Etats bourgeois. Comme Marx et Engels l'ont expliqué il y a bien longtemps, les Etats bourgeois sont basés en dernier ressort non sur les parlements ou les ministères mais sur des bandes d'hommes armés. La classe ouvrière ne pourra déchirer les accords économiques et militaires du système capitaliste mondial qu'en écrasant l'appareil d'Etat bourgeois et en le remplaçant par la dictature du prolétariat, sous la forme d'un gouvernement des conseils ouvriers. Mais cette perspective est totalement à l'opposé des objectifs des promoteurs de l'Euromarche 97.

En pratique, l'« internationalisme » de groupes comme le SU, la LICR et les centristes basés en Grande-Bretagne de la Leninist-Trotskyist Tendency se traduit par un soutien à l'impérialisme « progressiste ». Ceci a été illustré de façon flagrante par leur campagne commune de « Secours ouvrier pour la Bosnie », qui a servi de caution à une intervention de l'OTAN/ONU aux côtés des Musulmans bosniaques, attisant ainsi la guerre intercommunautaire dans les Balkans. La campagne du « Secours ouvrier », avec ses appels à la « levée de l'embargo sur les

toutes les forces nationalistes en conflit, nous exigeons le retrait de toutes les troupes impérialistes, et nous avons appelé à défendre militairement les Serbes bosniaques quand ils ont été pris pour cibles par les raids de bombardement de l'OTAN. Nous savons que la seule solution juste face au nationalisme et au communalisme meurtriers, c'est la révolution socialiste pour balayer tous les régimes réactionnaires et pour instaurer une fédération socialiste des Balkans.

Le devoir des communistes dans les pays impérialistes est d'appeler et de travailler à la défaite militaire de « leur » bourgeoisie dans les guerres contre les pays coloniaux et semi-coloniaux. Nos camarades de la LTF combattent les machinations colonialistes sanglantes de la soldatesque impérialiste française en Afrique. Dans ses appels à se mobiliser pour l'Euromarche, le Socialist Party britannique (SP, anciennement Militant Labour [dont l'organisation-sœur en France est la Gauche révolutionnaire]) déclare : « Nous sommes des internationalistes, et nous soutenons une plus grande solidarité et une plus grande intégration des peuples travailleurs d'Europe et du monde » (Socialist, 16 mai). L'« internationalisme » du SP britannique ne va assurément pas jusqu'à l'opposition à l'impérialisme britannique en Irlande. Tristement célèbre en Grande-Bretagne pour son refus d'appeler au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord, le SP a accueilli dans ses meetings à Belfast et à Dublin un représentant des groupes paramilitaires loyalistes fascistes d'Ulster, déjà condamné pour l'assassinat de deux catholiques. De façon scandaleuse, le SWP britannique a soutenu l'intervention des troupes britanniques en Irlande du Nord en 1969, sous prétexte qu'ils allaient « sauver des vies ».

Complètement à l'opposé de ce social-chauvinisme, la Spartacist League/Britain et le Dublin Spartacist Group appellent au retrait inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande du Nord, dans le cadre de la lutte pour une république ouvrière d'Irlande, partie intégrante d'une fédération socialiste des Iles britanniques. Comme le soulignait la déclaration de la



ouvrière des deux côtés de la frontière irlandaise et des deux côtés de la mer d'Irlande, pour le renversement révolutionnaire de l'impérialisme britannique, pour écraser le mini-Etat orangiste au Nord ainsi que l'Etat clérical catholique au Sud. »

Contre le front-populisme

Comme l'expliquait Lénine, dans certaines circonstances une tactique juste pour une petite organisation révolutionnaire consiste à donner un soutien électoral critique à un parti ouvrier réformiste plus grand. La condition de base pour une telle tactique est que le parti réformiste en question se présente comme représentant les intérêts de la classe ouvrière indépendamment des partis de la bourgeoisie, et en opposition à ceux-ci. Le soutien électoral critique offre aux révolutionnaires une audience plus large pour leurs positions, et les place dans une meilleure situation pour attirer les travailleurs combattifs qui perdent leurs illusions quand leurs dirigeants trahissent, ce qu'ils font inévitablement, les principes et le programme qu'ils professent. Ainsi, dans les récentes élections, la Spartacist League/Britain a fait campagne pour appeler à voter pour le SLP d'Arthur Scargill, une scission de gauche du « nouveau » Parti travailliste de Blair. Le SLP, qui se présentait en opposition au nouveau Parti travailliste, défend une variante du réformisme du « vieux Parti travailliste ».

Comme Lénine et Trotsky, la LCI s'oppose par principe à tout type de coalition avec des partis capitalistes (« front-populisme »), que ce soit au gouvernement ou dans l'opposition, et nous sommes contre voter pour des partis réformistes dans un front populaire, comme le PDS et RC en Italie et le PS et le PCF en France. Dans son tract du 15 mai, la LTF notait qu'en se présentant en alliance avec des formations bourgeoises (dont celle de l'ultra-chauvin Jean-Pierre Chevènement), les partis réformistes français « deviennent donc des représentants d'une coalition bourgeoise. Un vote pour les partis dans ces coalitions est donc un vote pour la classe ennemie, c'est une rupture avec le principe de l'indépendance de classe. Aucun vote pour les partis ouvriers dans les fronts populaires ! Non à la collaboration de classes ! » La LTF a aussi refusé de voter pour Lutte ouvrière, qui refuse ostensiblement de participer à toutes les luttes contre les forces fascistes de Le Pen ou contre le racisme.

La LCR, affiliée au SU, et Pouvoir ouvrier, affilié à la LICR, ont tous les deux appelé à voter pour le PS pro-Maastricht et pour le PCF, avec son chauvinisme virulent. Ceci est en complète contradiction avec leurs prétentions res-

pectives à lutter pour une « Europe socialiste ». En Italie, la section du SU joue le rôle d'« opposition » loyale à l'intérieur de RC, qui à son tour appuie le gouvernement capitaliste de « centre gauche » de Prodi. La coalition de l'« Ulivo » (Olivier) au pouvoir signifie une austérité féroce, des attaques meurtrières contre les immigrés, et une intervention militaire impérialiste en Albanie. Les éléments plus à gauche dans le SU se tournent vers le groupe centriste Proposta, dirigé par Franco Grisolia, qui opère lui aussi à l'intérieur de RC comme couverture « de gauche » de la trahison front-populiste. Proposta a récemment exprimé son allégeance à l'impérialisme italien en votant pour une motion de RC qui visait à mettre une feuille de vigne « onusienne » sur l'intervention militaire en Albanie. Nos camarades de la Lega Trotskista d'Italia ont dénoncé l'assassinat de 89 réfugiés albanais par la marine italienne, et exigé : « Impérialisme italien, retire tes pattes sanglantes de l'Albanie ! Pleins droits de citoyenneté pour les réfugiés albanais et tous les immigrés ! »

Pour le communisme de Lénine et Trotsky !

Les sociaux-démocrates et les ex-staliniens se présentent maintenant comme un « moindre mal », comme des avocats d'un niveau moins élevé de chômage, de coups sombres dans les programmes sociaux et en général de brutalité économique. Et les pseudo-trotskyistes de l'« extrême gauche » sont devenus à leur tour les défenseurs du statu quo de l'« Etat-providence ». Nous sommes pour un programme et une perspective radicalement différents : écraser l'Etat capitaliste, exproprier les moyens de production et instaurer une économie planifiée et collectivisée, sous un gouvernement ouvrier. Nous voulons aller de l'avant vers de nouvelles révolutions d'Octobre dans toute l'Europe et dans le monde entier. Comme le déclare le Programme de transition, le document de fondation de la Quatrième Internationale, écrit en 1938 : « La Quatrième Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La Quatrième Internationale continue la tradition du bolchévisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. »

La LCI se consacre à la tâche de renforcer la Quatrième Internationale de Trotsky, ce qui passe par une lutte politique intransigeante contre les traîtres sociaux-démocrates et ex-staliniens et leurs acolytes centristes.



Sur le front russe en 1917, le drapeau rouge accueille l'annonce de la révolution. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

armes à destination de la Bosnie », était un appel à peine voilé aux impérialistes pour qu'ils arment les forces musulmanes bosniaques. La restauration capitaliste dans l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé de Yougoslavie a conduit chez les peuples des Balkans à des massacres intercommunautaires perpétrés par tous les camps en présence dans un conflit attisé par les forces d'intervention impérialistes rivales. En tant qu'internationalistes prolétariens, nous nous opposons à

SL/B publiée le 21 avril, à l'occasion des élections : « Nous sommes contre la réunification forcée de l'Irlande, et nous savons qu'il ne peut pas y avoir de solution équitable à l'oppression nationale en Irlande dans le cadre du capitalisme. L'Irlande du Nord est un exemple de peuples interpénétrés, où la minorité catholique est actuellement opprimée au sein du mini-Etat sectaire orangiste [...]. Une perspective prolétarienne est nécessairement internationaliste, et nécessite la mobilisation de la classe

Censure...

Suite de la page 16

différentes ne sont pas, en tous temps et en tous lieux, synonymes d'abus et de violence sexuels. Le seul critère applicable doit être celui du consentement effectif. Déterminer ce qui relève du consentement mutuel effectif est toujours difficile, en particulier s'agissant de relations entre des enfants et des adultes, plusieurs facteurs embrouillant les choses. Les relations sociales reflètent le monde brutal, ignorant, anti-sexe et hostile dans lequel nous vivons et elles sont encore plus accentuées par les différences physiques, d'âge, de force ou de classe entre les personnes.

La sexualité humaine dépend de beaucoup de choses - elle dépend de la nature de la société, de la classe sociale, de l'individu. Dans la société actuelle, les enfants sont considérés comme des créatures asexuées (et toutes les campagnes contre la pédophilie ne peuvent avoir d'autre point de départ). C'est ainsi que la juge Martine Bouillon, figure de proue de cette campagne, déclare dans son livre *Viol d'anges - Pédophilie: un magistrat contre la loi du silence* qu'elle veut réinstaurer le mythe d'une enfance asexuée, garante de la pureté du monde en écrivant « la relation sexuelle avec un enfant est un crime contre le sacré, la profanation des profanations, le viol d'ange ».

Aujourd'hui, il se commet en France une grande quantité de crimes sexuels bien réels. On inculque aux jeunes la peur, la culpabilité et on réprime pour simplement penser au sexe. Dans certains établissements scolaires, on sépare encore des adolescents selon le sexe, de façon inhumaine et artificielle. Le carcan religieux de l'Eglise catholique et des autres sectes religieuses maintient des milliers de femmes enfermées dans un cycle sans fin de misère et de grossesses. Les restrictions sur l'accès à la contraception et à l'avortement obligent les adolescents à avoir une vie sexuelle dans laquelle les grossesses redoutées et non désirées, les avortements clandestins ou les mariages forcés deviennent des risques obligatoires. Il y a aussi l'affreuse frustration et la tension sexuelle qui se font dans la famille elle-même, s'accompagnant de brutalisation des enfants, y compris de mauvais traitements sexuels. Les viols et autres crimes bien réels sont, avec la prostitution - éternelle compagne de la monogamie forcée - la réalité sordide derrière la « moralité publique ».

Les lois sur la « majorité sexuelle » et les autres lois soi-disant destinées à « protéger » les enfants et les jeunes de la « perversité » des adultes servent en réalité à réprimer la sexualité des jeunes avec toute la force coercitive de l'Etat. Ces lois réactionnaires visent à imposer les normes morales de la famille bourgeoise, une institution-pilier de l'ordre bourgeois dont la fonction est de transmettre le patrimoine capitaliste et d'inculquer aux classes opprimées des valeurs d'obéissance, de « discipline » et de résignation - et qui en tant que telle est au cœur de l'oppression des femmes, des jeunes, des homosexuels et des enfants. C'est cette volonté de confiner la population dans le cadre rigide de la famille mononucléaire et patriarcale que l'on retrouve derrière la campagne anti-« pédophiles ».

Austérité et ordre moral

La mise au pas idéologique est une arme de la bourgeoisie pour donner un cadre à ses attaques contre la classe ouvrière. La campagne actuelle est dans la continuité des attaques contre les droits des femmes, et en particulier les acquis - mêmes limités - que celles-ci avaient arrachés dans les années 70 concernant l'avortement. Plus de 40 000 personnes avaient manifesté à Paris le 25 novembre 1995 pour défendre ces droits, cette manifestation ayant été un signe de la tension sociale et annonçant le mouvement de grèves contre le plan Juppé qui

allait suivre. Dans le système capitaliste, les acquis sont toujours remis en question, les bourgeois essayant de revenir sur leurs concessions, ce qui implique qu'il faut continuellement se battre pour défendre et étendre les acquis. Ainsi, l'avortement n'est pas reconnu comme un droit pour les mineures ou les immigrées. Celles-ci sont donc obligées, si elles en ont les moyens - ce qui est rarement le cas - d'aller dans des pays voisins, ou



AFP/Philippe Desmazes

Bernard Hanse (photo de droite, en compagnie de sa femme) s'est suicidé le 10 juin. La chasse aux sorcières désigne à l'humiliation publique des centaines de personnes. A gauche, le procureur Costes, responsable de l'opération ADO 71.

alors, de risquer leur vie en ayant recours à des moyens dangereux comme les « faiseuses d'anges ».

C'est dans le cadre des attaques tous azimuts de la bourgeoisie que se déroulent les attaques contre le système de protection sociale comme la Sécurité sociale ou le système de retraites, ces attaques qui avaient déclenché le mouvement des fonctionnaires en décembre 95 et qui, d'un certain point de vue, ont amené à la chute de Juppé en juin dernier.

Et les attaques contre la classe ouvrière se traduisent en terreur raciste et en attaques contre les « immigrés ». Les lois racistes mises en place par les différents gouvernements, de gauche ou de droite, les expulsions massives d'immigrés et les dizaines de jeunes de la deuxième génération abattus par des racistes - la plupart en uniforme - dans les quinze dernières années, de Toufik à Makomé M'Bowolé en passant par Malik Oussékine, rappellent combien la « protection des enfants » dont se pare aujourd'hui la bourgeoisie n'est que pure hypocrisie. Sans parler des pays du tiers-monde, en particulier ceux dans lesquels les capitalistes français et leur armée sévissent, comme l'Afrique, où ce sont par milliers que, tous les jours, des enfants en bas âge meurent, de faim ou de maladie.

Il est à remarquer que les organisations d'« extrême » gauche ont passé complètement sous silence cette campagne. Ceci représente une acceptation tacite et/ou une approbation de la campagne de la bourgeoisie. La seule allusion trouvée est un supplément à *Pouvoir ouvrier* n° 43 (juin) vendu sur l'Euro-Pride, qui fait des phrases sur le capitalisme générant les oppressions, qui dénonce le fait que soient « amalgamées à la TV ou sur les ondes pédophilie et homosexualité » (ne dénonçant pas l'amalgame pédophilie - violence contre enfants), mais qui n'a pas le moindre mot pour s'opposer à sa bourgeoisie quand celle-ci mène une campagne de mise au pas idéologique de la classe ouvrière.

Bien évidemment, les homosexuels se retrouvent immédiatement dans le collimateur des moines-soldats de la croisade contre les « pervers sexuels ». C'est le cœur de l'argumentation de la partie civile dans le procès du « réseau » Toro Bravo. Des articles dans la presse et des émissions de télévision ont fait ce même amalgame. Il y aura même un reportage diffusé le 19 juin sur la chaîne de télévision publique France 2 montrant longuement en gros plan, comme exemple de « film pornographique à caractère pédophile saisi par la police », une cassette vidéo du film *Race d'ep*. Réalisé en 1979

par l'écrivain Guy Hocquenghem, *Race d'ep* est en fait un reportage poignant sur les persécutions subies par les homosexuels, notamment sous le régime nazi !

Ce n'est pas par hasard que le ministre de l'Education Allègre fait ses déclarations sur le « dégraissage du mammoth » au milieu de cette campagne. La mise en place des mesures d'austérité et de régression sociale qu'imposent les « critères de convergence » de Maastricht amène



LP/Philippe Lenglin

Allègre à attaquer frontalement les syndicats enseignants, à dénoncer leur « toute puissance ». La soi-disant défense des enfants ne va pas empêcher une dégradation supplémentaire dans l'éducation, les connaissances et l'avenir des enfants et des jeunes. Mais on peut voir les effets de cette campagne idéologique : fragiliser le milieu enseignant, chaque enseignant étant désigné comme un potentiel violeur d'enfants et pouvant être attaqué pour ne pas dénoncer ses collègues. Et les conditions de travail n'en seront que plus pénibles.

Toute chasse aux sorcières est basée sur l'établissement d'une catégorie spéciale de « crimes » pour lesquels l'accusé est privé des garanties minimales que sont censées accorder les normes juridiques de la démocratie bourgeoise, comme la présomption d'innocence, le droit à un défenseur et un procès « équitable », la liberté d'opinion, etc. Pendant la chasse aux sorcières anticommuniste des années 1950 aux Etats-Unis (le « maccarthysme »), ceux qui refusaient de répondre à la question « êtes-vous ou avez-vous jamais été membre du Parti communiste » en invoquant les droits qu'était censée leur garantir la constitution de leur pays étaient ainsi jugés ipso facto coupables, de même que ceux qui refusaient de se transformer en mouchards. Il y a une certaine analogie avec la campagne anti-« pédophiles » en France aujourd'hui.

Il faut un parti révolutionnaire tribun du peuple

Pour nous, trotskystes, dénoncer ce genre de campagnes d'« ordre moral » réactionnaire fait partie des tâches vitales qui incombent au type de parti ouvrier

révolutionnaire, tribun du peuple et des opprimés, que nous nous battons pour construire. Ce parti doit en effet avoir comme idéal, selon la célèbre formule de Lénine, non le secrétaire de section syndicale qui limite son action à la lutte économique contre le patron et le gouvernement, mais « le tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la

couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat » (*Que Faire ?*)

Il y a 80 ans, dans la Russie de 1917, un pays arriéré économiquement et culturellement, où la religion avait un rôle prépondérant, la classe ouvrière, avec le Parti bolchévique, renversait le capitalisme. Il est notable que parmi les premières lois promulguées on trouve l'égalité devant la loi des femmes et des hommes, la mise en place de procédures permettant le divorce gratuitement et sur simple demande de l'un ou l'autre des époux, l'abrogation des lois anti-homosexuels. Ceci donnait une législation favorisant une libération réelle des couches les plus opprimées de la société, ce qu'aucune législation sous le capitalisme n'avait été et ne sera jamais capable de réaliser.

Comme l'a écrit Engels, dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* : « Pour que l'entière liberté de contracter mariage se réalise pleinement et d'une manière générale, il faut donc que la suppression de la production capitaliste et des conditions de propriété qu'elle a établies ait écarté toutes les considérations économiques accessoires qui maintenant encore exercent une si puissante influence sur le choix des époux. Alors il ne restera plus d'autre motif que l'inclination réciproque. »

Women and Revolution

Journal de la commission femmes de la Spartacist League/US

n° 45
hiver-printemps 96
(56 pages)
en anglais

8 F

Commande :
Le Bolchévik - BP 135-10
75463 Paris Cedex 10



Anarchisme...

Suite de la page 8

sonnellement pour réduire cette fracture dans le mouvement communiste allemand, mais n'y réussit pas, dans une large mesure du fait de l'hostilité quasi-pathologique de Levi envers l'anarchisme et les anarchistes. Moins de deux ans plus tard, Levi provoqua sa propre exclusion du KPD, et s'opposa par la suite au communisme international d'un point de vue social-démocrate.

Malgré leur orientation positive envers les militants anarchistes et syndicalistes, Lénine, Trotsky et les autres dirigeants bolchéviques comprenaient que les nouveaux partis communistes dans le monde capitaliste ne pouvaient pas être construits sur la base de l'abstention de la politique parlementaire et des syndicats. Et qu'ils ne pouvaient pas non plus contenir longtemps dans leurs rangs de fortes minorités qui préconisaient ces politiques. Ceci condamnerait les partis communistes naissants à la paralysie politique et à un fractionnalisme permanent. Les dirigeants bolchéviques cherchèrent à gagner les militants qui voulaient être communistes et étaient imprégnés de positions et de préjugés anarchistes et syndicalistes par la discussion et la persuasion politiques, et non par des ultimatums organisationnels.

La plus importante contribution à cette discussion est la brochure de Lénine *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, écrite au moment du deuxième congrès et immédiatement publiée dans toutes les principales langues européennes. En argumentant que les communistes doivent intervenir dans la politique parlementaire et travailler dans les syndicats de masse dirigés par des réformistes sociaux-démocrates ou même par des réactionnaires, Lénine s'appuyait largement sur l'expérience du Parti bolchévique dans la Russie tsariste. Il soulignait que « le bolchévisme a grandi, s'est constitué et s'est aguerri en luttant pendant de longues années contre le révolutionnisme petit-bourgeois qui a un air de ressemblance avec l'anarchisme ou lui fait quelque emprunt ».

Les conceptions et les positions contre lesquelles polémique Lénine dominaient le mouvement communiste américain naissant. Par exemple, le double syndicalisme révolutionnaire, à l'exemple de l'IWW, était un article de foi incontesté pour la gauche radicale de l'époque. Parmi les dirigeants du mouvement communiste américain figurait un ancien organisateur de l'IWW, James P. Cannon, qui allait devenir plus tard un des dirigeants fondateurs du trotskysme américain. Dans les années 1950, Cannon racontait : « Le sectarisme traditionnel des Américains était exprimé de la façon la plus manifeste par leurs tentatives de construire des syndicats révolutionnaires à l'extérieur du mouvement syndical existant, par leur refus de lutter pour des "revendications immédiates" dans le cours de la lutte de classes pour le but socialiste ; et par leur antiparlementarisme solidement

enraciné [...]. Tout ce fatras d'ultra-radicalisme fut pratiquement extirpé du mouvement américain en 1920-21 par Lénine. Il fit cela non par un ordre administratif appuyé par des pouvoirs de police, mais par le moyen simple consistant à publier une brochure appelée *La maladie infantile du communisme [le « gauchisme »]* » (*The First Ten Years of American Communism* [1962]). *La maladie infantile du communisme* eut un effet complémentaire de celui de *l'Etat et la révolution*. Ce dernier ouvrage avait gagné beaucoup d'anarchistes et de syndicalistes aux principes théoriques de la révolution prolétarienne ; le premier les persuada quant à la stratégie et aux tactiques nécessaires pour traduire efficacement ces principes dans la pratique.

Bien sûr, les écrits de Lénine n'étaient pas des formules magiques qui changeaient instantanément la conscience de tous les activistes de gauche. Les dirigeants bolchéviques ne demandaient pas



Lors du deuxième congrès de l'Internationale communiste, en 1920, Trotsky défendit la nécessité de gagner des militants anarchistes et syndicalistes.

d'avantage de tous leurs partisans un accord instantané sur toutes les questions. A cette époque, beaucoup d'anarchistes et de syndicalistes défendaient ardemment la Russie soviétique contre les impérialistes, sympathisaient avec le mouvement communiste mondial, mais rejetaient toujours le concept de parti révolutionnaire d'avant-garde.

C'est en grande partie pour attirer de tels militants que l'Internationale syndicale rouge, aussi connue sous le nom de Profintern, fut formée au milieu des années 1920. Son secrétaire général était Salomon Lozovsky, un bolchévik de droite dissident qui, pendant son séjour en France en 1914-17, avait travaillé en étroite collaboration avec des syndicalistes révolutionnaires comme Pierre Monatte et Alfred Rosmer pour organiser la gauche anti-guerre. Le numéro deux du Profintern était le jeune Andrés Nin, anciennement militant en vue de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) anarcho-syndicaliste espagnole, la

seule organisation ouvrière de masse au monde se réclamant de la tradition bakouniniste. Le manifeste de fondation du Profintern affirmait que son programme fondamental était « le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, l'établissement de la dictature prolétarienne, la création d'une république des soviets mondiale, et une alliance étroite et indestructible entre les partis communistes et les syndicats ». Le manifeste se concluait ainsi : « Les syndicats, comme les autres organisations ouvrières, ne sont pas une fin en soi, mais un moyen en vue d'une fin. Et par conséquent, ni une scission ni l'unité ne sont des absolus. Il n'est pas nécessaire de scissionner les syndicats, mais il est nécessaire d'exclure de leurs rangs le groupe traître de dirigeants qui font des syndicats un jouet des impérialistes ».

La formation du Profintern, dans de nombreux pays, scissionna le mouvement syndicaliste en séparant clairement la

qui rejetaient le mouvement communiste international et s'y opposaient ne devinrent pas, comme Merrheim, des lieutenants ouvriers ou des apologistes de leur bourgeoisie impérialiste. Le vieux bakouniniste italien Errico Malatesta et le vétéran du syndicalisme américain Vincent St. John, le dirigeant principal et hautement respecté de l'IWW, avaient initialement adopté une attitude ouverte envers la Révolution bolchévique. Mais au début des années 1920, leurs préjugés anticommunistes prirent le dessus, et ils devinrent violemment hostiles à la Russie soviétique et à ses partisans internationaux. Des hommes comme Malatesta et St. John étaient trop murés dans leur façon de penser pour être gagnés au marxisme révolutionnaire tel que le formulaient et le développaient Lénine et Trotsky. Mais ils étaient aussi trop murés dans leur façon de penser et trop principes pour faire cause commune avec les bureaucrates syndicaux de droite et les réactionnaires capitalistes sous la bannière de l'anticommunisme.

Malatesta et St. John étaient des révolutionnaires de l'époque d'avant-1914 – personnellement honorables et même héroïques –, dont les doctrines et le programme ne signifiaient plus rien dans le monde qui sortait de la première guerre impérialiste à l'échelle européenne et de la révolution prolétarienne en Russie. Ils étaient par conséquent condamnés à l'insignifiance sectaire. La génération de jeunes ouvriers et intellectuels de gauche dont la haine de l'ordre bourgeois avait été conçue dans la boue et le sang des champs de bataille, dont l'espoir d'un avenir meilleur était inspiré par l'Octobre rouge, rallia en masse l'Internationale communiste.

Pourtant, malgré la vague d'agitation révolutionnaire qui balaya l'Europe après la guerre, et malgré le développement de partis communistes de masse, l'ordre bourgeois survécut, avec le soutien indispensable des bureaucrates ouvriers réformistes, sociaux-démocrates et syndicalistes. La Russie soviétique, totalement dévastée après sept ans de guerre impérialiste et de guerre civile, resta isolée et encerclée par des Etats impérialistes hostiles et plus puissants qu'elle. C'est ainsi qu'arriva au pouvoir le régime bureaucratique dirigé par J.V. Staline, qui usurpa le pouvoir politique du prolétariat pour appliquer son programme contre-révolutionnaire et antibolchévique de « socialisme dans un seul pays », assassinant au passage les dirigeants et les cadres vieux-bolchéviques. Pourtant, il fallut encore des décennies de répression et de mensonges staliniens qui érodèrent la conscience socialiste de la classe ouvrière, et la trahison systématique des possibilités révolutionnaires dans les autres pays, afin que la capitulation finale devant la contre-révolution capitaliste détruisit l'Union soviétique en 1991-92.

L'anarchisme contre la révolution espagnole

Dans les années 1920, le seul pays au monde où l'anarchisme restait un mouvement significatif était l'Espagne. Pour cette raison, la révolution et la guerre civile espagnole de 1936-39 furent un test historique décisif pour l'anarchisme. La conséquence de l'hégémonie anarchiste sur les ouvriers combattifs d'Espagne fut l'étranglement de la révolution prolétarienne et la répression sanglante des détachements combattifs de la classe ouvrière par la réaction bourgeoise. En fait, malgré toutes leurs poses « révolutionnaires », les dirigeants anarchistes bureaucratiques de la CNT jouèrent le même rôle que les méprisables sociaux-démocrates, en Allemagne en 1919, dont la coalition traître avec la bourgeoisie pour faire barrage à la révolution ouvrière conduisit à servir de couverture pour le meurtre de révolutionnaires comme Rosa Luxemburg.

A la suite du coup d'Etat militaire du général fasciste Francisco Franco en juillet 1936, l'Espagne entra dans une

De 1848 à la Révolution bolchévique

Marxisme contre anarchisme

Commandez la série complète

(20 F.)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : la guerre impérialiste et le réalignement de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

gauche de la droite. En général, ceux des dirigeants syndicalistes qui étaient opposés à l'affiliation au Profintern abandonnèrent toute prétention à une politique révolutionnaire, et s'allièrent à des réformistes et à des sociaux-chauvins déclarés. Un cas typique est celui d'Alphonse Merrheim. Il avait été un protégé de Fernand Pelloutier, le théoricien fondateur du syndicalisme français, et dirigeait l'importante fédération de la métallurgie de la Confédération générale du travail (CGT). Comme nous l'avons vu, quand la Première Guerre mondiale éclata la direction centrale de la CGT, autour de son secrétaire général Léon Jouhaux (qui devint « commissaire de la nation ») aida à mobiliser la classe ouvrière française pour la boucherie impérialiste. Merrheim s'était opposé à la guerre à partir d'une perspective pacifiste plutôt que révolutionnaire, et avait joué un rôle significatif dans le mouvement antiguerre de Zimmerwald, où il occupait une position centriste.

En France, comme dans le reste de l'Europe, la période de l'immédiat après-guerre fut marquée par des luttes de classes explosives (notamment une grève nationale des chemins de fer en 1920) et par une brusque radicalisation des masses, qui allaient vers la gauche. L'aile gauche de la CGT, qui se développait rapidement et qui était dirigée par Monatte, Rosmer et Fernand Loriot, exigeait que la CGT s'affilie au Profintern, et cette question conduisit à une scission en 1921. Dans cette lutte fractionnelle, Merrheim soutint l'archi-chauvin Jouhaux contre ses propres ex-camarades, des syndicalistes révolutionnaires qui étaient devenus des partisans de l'Internationale communiste. Merrheim s'opposait maintenant au mouvement communiste mondial au nom de la souveraineté de la nation française, et dénonçait Lénine pour chercher à imposer une « dictature sur tous les partis, toutes les nations ».

Tous les anarchistes et les syndicalistes

situation révolutionnaire de *double pouvoir* entre le gouvernement bourgeois de front populaire de la « gauche républicaine » et les milices ouvrières armées qui patrouillaient dans les rues, organisaient l'effort de guerre et entreprenaient de désarmer l'armée et la police. Des collectifs ouvriers géraient les usines, et la production agricole était prise en charge par des collectifs de fermiers. Le pouvoir de classe bourgeois en Espagne survécut principalement à cause de la détermination des staliniens et des sociaux-démocrates à défendre les rapports de propriété capitalistes.

Le bastion du double pouvoir prolétarien en Espagne était la classe ouvrière combattive de Catalogne, où les occupations de terres et les tentatives de contrôle ouvrier dans l'industrie avaient commencé longtemps avant le soulèvement franquiste. La tentative faite par Franco pour s'emparer de Barcelone avait été écrasée de façon décisive par la mobilisation prolétarienne. Mais si les milices ouvrières contrôlaient les rues de Barcelone, des organes nationaux unifiés du pouvoir prolétarien, comme les soviets russes, ne se cristallisèrent jamais. La raison essentielle était l'absence d'un parti révolutionnaire luttant pour unir la classe ouvrière pour la prise du pouvoir d'Etat, en opposition aux traîtres réformistes.

Le gouvernement catalan de Luís Companys était entièrement dépendant de la direction de la fédération syndicale

anarchiste de masse, la CNT. Companys invita la CNT-FAI (le syndicat et le parti anarchistes) et les centristes du POUM à entrer dans le gouvernement catalan. Et exactement comme leurs congénères staliniens et sociaux-démocrates dans les autres pays, plus ouvertement réformistes, les dirigeants anarchistes et centristes sautèrent en septembre 1936 sur l'offre des portefeuilles ministériels ! Seule l'entrée de la CNT dans le gouvernement catalan pouvait renforcer suffisamment Companys pour une mobilisation contre-révolutionnaire.

La bataille cruciale commença le 3 mai 1937 avec la tentative de la police anti-émeutes du gouvernement (dirigée par le commissaire à l'ordre public stalinien) de reprendre le Telefónica (central téléphonique) de Barcelone, le plus grand bâtiment du centre ville qui symbolisait l'occupation de l'industrie et des services publics par les comités ouvriers. Les travailleurs du Telefónica, majoritairement loyaux à la CNT, opposèrent une résistance farouche. La nouvelle de l'attaque se répandit comme une traînée de poudre : en quelques heures, toute la ville était couverte de barricades et, le premier jour, pratiquement tout Barcelone était aux mains des travailleurs. A la tombée de la nuit, les combats de rue opposant le gouvernement de front populaire aux masses ouvrières armées avaient commencé.

La CNT-FAI manœuvra pour négocier la reddition du Telefónica, tout en pu-

bliant un tract exhortant les travailleurs à déposer les armes. La base combattive de la CNT n'était guère disposée à obtempérer, mais les travailleurs, manquant d'une direction organisée et confrontés à la trahison démoralisatrice de leurs dirigeants, abandonnèrent peu à peu les barricades. Le 6 mai, le gouvernement avait repris le contrôle de la ville. Les représailles furent rapides et sanglantes, avec la police qui sema la terreur dans les quartiers ouvriers.

Les journées de Barcelone brisèrent les reins à la lutte contre Franco. Au moment décisif, les dirigeants anarchistes s'étaient comportés comme des traîtres réformistes domestiqués, jouant le rôle de dernière bouée de sauvetage de la démocratie bourgeoise espagnole tout en écrasant les travailleurs. Comme l'expliquait Trotsky : « *Se dressant contre le but, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre les moyens, la révolution. Les chefs de la CNT et de la FAI ont aidé la bourgeoisie non seulement à se maintenir à l'ombre du pouvoir en juillet 1936, mais encore à rétablir morceau par morceau ce qu'elle avait perdu d'un seul coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et ont sauvé par là même la dictature de la bourgeoisie. Ainsi l'anarchisme, qui ne voulait être qu'anti-politique, s'est trouvé en fait anti-révolutionnaire et, dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire* » (« Leçons d'Espagne [dernier avertissement] », décembre 1937).

Six décennies après la trahison de la révolution espagnole par les anarchistes comme par les staliniens, le stalinisme est totalement discrédité. L'anarchisme, en revanche, a connu un certain renouveau dans la période récente. Ceci a été favorisé par un dégoût compréhensible devant la perversion stalinienne des idéaux du communisme, par la démoralisation devant l'apparente stabilité d'un capitalisme renforcé par la destruction de l'URSS, et par la haine des trahisons réformistes de ceux qui professent leur adhésion au « socialisme ».

L'anarchisme, vaincu par l'histoire, démasqué dans la lutte de classes vivantes et mis sur la touche par la victoire du marxisme authentique en Octobre 1917, relèvera la tête. Ce serait une cruelle mascarade que de permettre à cette fausse idéologie – une version extrême de l'idéalisme radical-démocratique – de détourner une nouvelle génération de révolutionnaires en puissance des tâches cruciales qui restent devant nous : construire une direction révolutionnaire enracinée dans le prolétariat, un parti d'avant-garde léniniste, la condition indispensable pour la victoire internationale décisive des travailleurs et des opprimés. Nous, Ligue communiste internationale, nous sommes attelés à cette tâche : préparer de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier, en gagnant les jeunes ouvriers combattifs et les jeunes intellectuels de gauche au programme de la révolution prolétarienne et aux principes du socialisme scientifique qui le fondent.

Geronimo...

Suite de la page 2

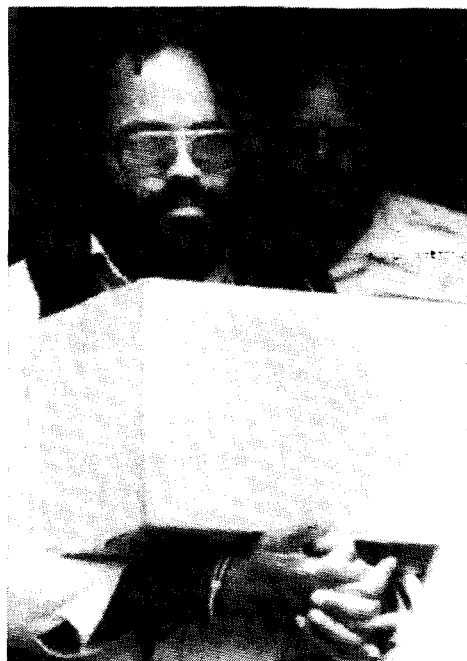
Butler. La conspiration du gouvernement contre les Panthers, qui a visé Geronimo et beaucoup d'autres, a été orchestrée au plus haut niveau à travers la tristement célèbre opération COINTELPRO du FBI. »

A bas le coup monté de COINTELPRO du LAPD/FBI !

Ancien combattant du Vietnam plusieurs fois décoré, Geronimo, après y avoir effectué deux tournées en opérations, était devenu à son retour aux Etats-Unis en 1968 un opposant déterminé de l'impérialisme américain. Après s'être inscrit à l'Université de Los Angeles (UCLA), il a rejoint le Black Panther Party (BPP), qui regroupait la meilleure part de la génération de militants noirs qui voulaient combattre l'oppression du capitalisme raciste américain. Le plus alarmant pour le gouvernement était que les Panthers affirmaient leur droit à l'autodéfense armée face à la terreur des flics racistes dans les ghettos des grandes villes.

Le FBI, qui les avait désignés comme la plus grande menace pour la sécurité intérieure des Etats-Unis, déclara la guerre aux Panthers et, avec l'assistance de la police locale, activa sa meurtrière opération COINTELPRO. Trente-huit Panthers furent purement et simplement assassinés. Beaucoup d'autres, comme Mumia Abu-Jamal, journaliste au talent reconnu et prisonnier politique dans le couloir de la mort, allaient être victimes de coups montés et de fausses accusations.

Les documents du FBI de 1969 mon-



Mumia Abu-Jamal, dans le couloir de la mort depuis 1982

trèrent que cette agence désignait Geronimo comme « l'extrémiste noir clé » et visait sa « neutralisation » parce qu'il était un dirigeant efficace des Panthers. Un mémorandum du FBI mettait les points sur les « i » : « *L'opération numéro un vise à saper la légitimité de l'autorité qu'exerce ELMER GERARD PRATT, ministre en charge de la défense dans le BPP.* » En décembre de la même année, des commandos de la brigade du métro du LAPD et des SWAT teams [groupes d'intervention spéciaux] ont essayé d'abattre Geronimo au cours de raids au petit matin à son domicile et au local des Panthers.

N'ayant pas réussi à le tuer, le FBI, le LAPD et le bureau du procureur utilisè-

rent alors Julius Butler pour accuser mensongèrement Geronimo du meurtre, non élucidé depuis deux ans, de Caroline Olsen sur un court de tennis de Santa Monica. Butler avait une revanche à prendre après avoir été exclu des Panthers par Geronimo qui le soupçonnait d'être un mouchard. De connivence avec le FBI, Butler dénonça Geronimo au LAPD et remit au LAPD des armes dont il affirma qu'elles appartenaient aux Panthers. Bien qu'il ait été auparavant reconnu coupable de quatre délits, Butler échappa à la prison d'Etat et fut au contraire condamné avec sursis, avec une amende de 200 dollars. Il reçut aussi de l'argent du bureau du procureur pour acheter une arme. Trois jours après la condamnation de Geronimo, le juge Kalustian intervint personnellement pour que l'amende de Butler soit réduite. Toutes ces informations étaient connues à l'époque par le FBI, le LAPD et le bureau du procureur – et ont été dissimulées à la défense et au jury lors du premier procès de Geronimo.

Liberté pour Mumia Abu-Jamal et tous les prisonniers de la guerre de classe !

Saluant la libération de Geronimo de l'enfer de la prison, Gene Herson, coordinateur syndical du Partisan Defense Committee, a souligné l'importance de combattre pour la libération des nombreux autres prisonniers de la guerre de classe : « *Avec l'énorme victoire de Geronimo, son affaire est maintenant présentée comme un exemple de la justice du système judiciaire bourgeois. La vérité est que Geronimo est une condamnation vivante de l'Etat capitaliste américain et de l'injustice raciste de ses tribunaux. Après 27 ans*

et des montagnes de témoignages démontrant l'innocence de Geronimo, les tribunaux ont produit un jugement sur des bases judiciaires étroites, qui couvre l'envergure de cet énorme coup monté et amnistie ceux qui l'ont perpétré. Mumia Abu-Jamal – qui a été persécuté par la même opération COINTELPRO qui a jeté Geronimo en prison, et en défense de qui Geronimo s'est toujours exprimé – a été victime d'un coup monté sous l'accusation d'avoir tué un flic, et il a été conduit dans le couloir de la mort pour ses opinions politiques. Bien qu'une campagne internationale massive de protestation ait stoppé la main du bourreau pendant l'été 1995, Jamal est toujours dans le couloir de la mort, et attend l'arrêt de la cour suprême de Pennsylvanie sur sa demande de révision du procès.

« *Il est obscène de parler de "tourner la page" à propos du coup monté contre Geronimo ji Jaga. Il n'y a aucun moyen de réparer les actes haineux perpétrés contre lui par la classe dirigeante et son Etat – une injustice irrémédiable a été commise. Mais nous pouvons et nous allons redoubler d'efforts pour obtenir la libération des nombreux autres prisonniers de la guerre de classe, et continuer le combat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire qui pourra lutter pour un gouvernement ouvrier, qui seul pourra mettre fin à l'oppression raciale.* »

Pour rejoindre le combat pour la défense de Geronimo, Mumia et les autres prisonniers de la guerre de classe, contactez le Comité de défense sociale (CDDS), organisation-soeur du PDC en France, à l'adresse suivante : CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17 (tél : 01.42.08.01.49).

Workers Power...

Suite de la page 3

qu'il lance des appels grotesques pour des milices ouvrières et des conseils ouvriers et paysans dans ce pays extrêmement arriéré et économiquement dévasté.

WP escamote la nécessité de lier les luttes sociales au Congo à celles d'Afrique du Sud – le coeur industriel de la région –, qui possède un prolétariat noir énorme et combatif, avec la puissance potentielle pour balayer la domination impérialiste et engager une

transformation socialiste de l'Afrique subsaharienne. La ligne de WP dans cette région est opposée à la lutte pour la révolution ouvrière, car elle est tournée au contraire vers le front populaire nationaliste dominé par l'ANC, qui réprime le prolétariat pour le compte des « randlords » [les maîtres du grand capital sud-africain]. Dans les élections sud-africaines de 1994, où le Parti communiste et la fédération syndicale COSATU faisaient liste commune avec les nationalistes bourgeois de l'ANC, WP mourrait d'envie de donner, par la petite porte, un « soutien critique » au front

populaire en maugréant que « *s'il avait été possible de voter séparément pour les organisations et les candidats ouvriers au sein de l'alliance de l'ANC, alors les révolutionnaires auraient donné un soutien critique à ces candidats* » (Workers Power, avril 1994).

Les horreurs indescriptibles de l'occupation coloniale belge au Congo étaient puissamment évoquées dans le célèbre roman de Joseph Conrad, *Au coeur des ténèbres*. Aujourd'hui, les horreurs du néocolonialisme – massacres ethniques et tribaux, famine et pauvreté – vont de pair avec le développement d'un proléta-

riat puissant dans les centres industriels d'Egypte, du Maghreb, du Nigéria et spécialement d'Afrique du Sud. La promesse de la libération réside dans la lutte du prolétariat contre l'impérialisme capitaliste et pour le socialisme, étendue aux centres impérialistes. La victoire du prolétariat nécessite la direction de partis trotskystes internationalistes, basés sur le programme de la révolution permanente et trempés dans la lutte politique contre toutes formes de nationalisme et d'opportunisme centriste.

- Traduit de Workers Vanguard n°670

ADO 71, Toro Bravo : A bas la censure de la pornographie !

A bas la chasse aux sorcières du gouvernement Jospin !

Le mardi 17 juin, au petit matin, dans la presque totalité des départements français, plus de 700 personnes étaient simultanément arrêtées à leur domicile par 2 500 gendarmes mobilisés pour l'opération « ADO 71 », et plus de 200 d'entre elles étaient immédiatement mises en examen, la plupart pour le soi-disant « crime » de posséder des cassettes vidéos jugées « pornographiques à caractère pédophile ». Déclenchée avec l'aval du gouvernement Jospin, cette opération a eu lieu au moment où des personnes ayant acheté des cassettes au réseau Toro Bravo se retrouvaient en procès pour le même motif - procès dans lequel il faut noter que la partie civile était essentiellement composée d'organisations liées à l'Eglise catholique et/ou à son aile intégriste.

C'est une campagne de censure de la pornographie que la bourgeoisie mène. Relayée par les médias, l'opération ADO 71 s'est transformée en chasse aux sorcières, désignant à l'humiliation publique des personnes qui voient en un instant leur existence détruite, avec la perspective, si elles sont condamnées, de subir en prison un cruel martyr et si elles sont finalement relâchées d'être mises, elles et leur famille, au ban de la société. Ainsi, 6 des victimes de cette campagne se sont déjà donné la mort.

A bas la censure de la pornographie !

Cette campagne touche un point sensible : les enfants. On a ainsi pu entendre Ségolène Royal, responsable dans le gouvernement des programmes scolaires et à la pointe de la campagne, expliquer qu'elle aussi était une mère. De façon manipulateur, une hystérie est générée chez les parents, vis-à-vis de tous ceux (les instituteurs en premier lieu) qui travaillent avec les enfants. Et la même Ségolène Royal met tout le poids du gouvernement derrière la campagne en déclarant que « rien n'empêchera le gouvernement de se trouver aux côtés des victimes » (*Libération*, 29 juin). La peur et l'anxiété engendrées autour d'un sujet tellement réactif rend d'autant plus efficace cette campagne, qui vise à mettre au pas la population. Car, avec la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS et l'exacerbation des rivalités interimpérialistes qui a suivi, la bourgeoisie française est, comme toutes les bourgeoisies, obligée d'augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Et la réaction sociale accompagne inévitablement l'austérité capitaliste.

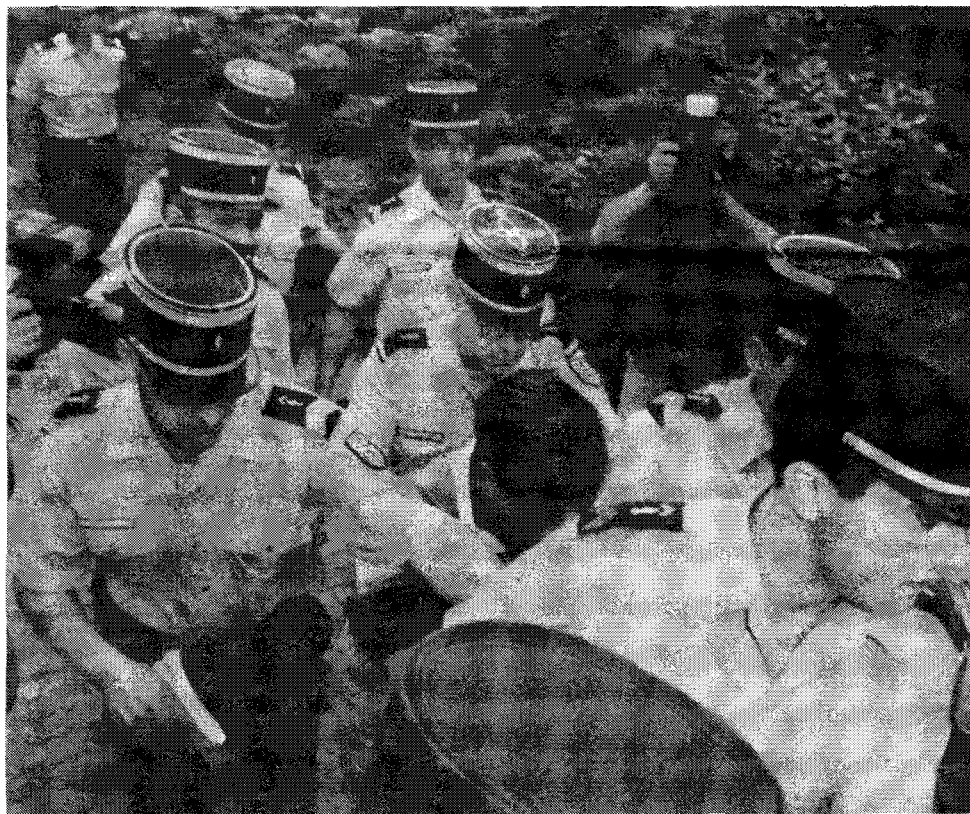
Devant l'ampleur de la campagne, une

Femmes et Révolution

Publié en collaboration avec *Women and Revolution (USA)*

partie de la bourgeoisie, certains sociaux-démocrates en tête, a commencé à en dénoncer les excès et les conséquences dramatiques, comme Me Leclerc, prési-

dophiles » et le tueur d'enfants en série qu'est Dutroux. Ça ressemble aux campagnes des féministes il y a quelques années qui disaient que regarder des films por-



Bruno Rotival/KR Images Presse

Le procès contre le réseau Toro Bravo (ici un des responsables est amené au tribunal) vise à censurer la pornographie.

dent de la Ligue des droits de l'Homme expliquant : « Même ceux qui ne se suicident pas sont morts » (*Libération*, 23 juin).

nographiques mène au viol et autres formes d'oppression des femmes. Mais regarder un film pornographique ou un

Bas les pattes devant les homosexuels !

Mais ce n'est pas à la censure ou à la criminalisation des activités sexuelles par l'Etat qu'ils s'en prennent, c'est juste aux « excès ».

Avec la peur et l'anxiété créées par la campagne pour « sauver nos enfants », la bourgeoisie criminalise le sexe en général. Elle essaie aussi de tirer un trait d'égalité entre ceux qui regardent des vidéos « pé-

film pédophile, c'est seulement regarder un film. En tant que marxistes, nous nous opposons à toutes les tentatives d'enfermer la sexualité dans les « normes » votées ou fixées par décret.

Le but le plus dangereux de cette croisade « anti-pédophiles », c'est le renforcement des forces de répression de l'Etat. Le gouvernement Jospin a été élu

avec un mandat de la bourgeoisie : mettre la classe ouvrière au pas, en finir avec les « beaux-parleurs » Chirac/Juppé qui, chaque fois que les ouvriers sont descendus dans la rue, ont « capitulé ». Pour mettre en pratique ces instructions, le gouvernement de « gauche » peut utiliser son influence dans les syndicats pour démobiliser la classe ouvrière et essayer d'empêcher les grèves. Mais en même temps, il cherche à renforcer l'Etat - l'appareil répressif qui fait respecter « l'ordre et la loi » capitalistes - et à légitimer les attaques bonapartistes contre les droits démocratiques en utilisant la moralité bourgeoise et la réaction idéologique, et ce en premier lieu contre les secteurs de la population les plus isolés et les plus vulnérables.

Aucune confiance dans l'Etat bourgeois !

En insistant sur le fait que le responsable de Toro Bravo était un nazi, ancien membre de la FANE (organisation dissoute responsable d'attentats antisémites dans les années 80), les médias donnent des arguments à ceux qui sont en faveur d'une intervention de l'Etat ou des arguments contre les libéraux qui dénoncent les « excès » de la campagne. La criminalisation de la pornographie est un acte de censure de l'Etat et nous nous opposons à toute censure de l'Etat. Contre les fascistes et leurs journaux ou leurs provocations racistes, nous ne demandons pas à l'Etat bourgeois d'intervenir. Nous savons que quand il intervient pour interdire l'« extrémisme », en prétendant viser les fascistes, la classe ouvrière et les opprimés ont toujours subi et subiront au centuple ces interdictions. Nous appelons à des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes. L'intervention de l'Etat ne fait qu'empirer les choses et se retourne contre les victimes de l'oppression.

Les orientations ou les pratiques sexuelles sont d'ordre privé et nous ne reconnaissons aucun droit à l'Etat, ses flics, ses juges ou les curés, d'intervenir dans la vie privée des gens. Pour nous, communistes, le seul principe gouvernant les relations entre individus doit être celui du consentement mutuel effectif - à savoir rien de plus que la compréhension et l'accord mutuels, opposés à toute coercition. La pédophilie, attirance sexuelle pour des enfants, n'est pas un crime. A bas la chasse aux sorcières anti-« pédophiles » ! Flics, juges, curés, hors des chambres à coucher et des préaux d'école !

Les rapports sexuels impliquant des individus appartenant à des générations

Suite page 13

Flics, juges, curés, hors des chambres à coucher !